



CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

Document de travail No. 225

(Ex-Webdoc No. 13)

CAP VERT: GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT

par

Jaime Lourenço et Colm Foy

Realisé dans le cadre du programme de recherche:
Donner aux populations les moyens de relever le défi de la globalisation



CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DOCUMENTS DE TRAVAIL

Cette série de documents de travail a pour but de diffuser rapidement auprès des spécialistes dans les domaines concernés les résultats des travaux de recherche du Centre de Développement. Ces documents ne sont disponibles que dans leur langue originale, anglais ou français ; un résumé du document est rédigé dans l'autre langue.

Tout commentaire relatif à ce document peut être adressé au Centre de Développement de l'OCDE, Le Seine Saint-Germain, 12 boulevard des Îles, 92130 Issy-les-Moulineaux, France.



LES IDÉES EXPRIMÉES ET LES ARGUMENTS AVANCÉS DANS CE DOCUMENT SONT CEUX DE L'AUTEUR ET NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT CEUX DE L'OCDE OU DES GOUVERNEMENTS DE SES PAYS MEMBRES

DEVELOPMENT CENTRE WORKING PAPERS

This series of working papers is intended to disseminate the Development Centre's research findings rapidly among specialists in the field concerned. These papers are generally available in the original English or French, with a summary in the other language.

Comments on this paper would be welcome and should be sent to the OECD Development Centre, Le Seine Saint-Germain, 12 boulevard des Îles, 92130 Issy-les-Moulineaux, France.



THE OPINIONS EXPRESSED AND ARGUMENTS EMPLOYED IN THIS DOCUMENT ARE THE SOLE RESPONSIBILITY OF THE AUTHOR AND DO NOT NECESSARILY REFLECT THOSE OF THE OECD OR OF THE GOVERNMENTS OF ITS MEMBER COUNTRIES

Les demandes de reproduction ou de traduction de tout ou partie de ce document doivent être adressées à :
Chef du Service des Publications, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France

TABLE DES MATIÈRES

SUMMARY	4
RÉSUMÉ	4
AVANT PROPOS	5
INTRODUCTION	6
I. CAP VERT - CONTEXTE ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE	8
II. L'ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE DU CAP VERT	21
III. MÉCANISMES ET INSTRUMENTS DE SOUTIEN AU SECTEUR PRIVÉ	34
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	43
BIBLIOGRAPHIE	53
AUTRES TITRES DANS LA SÉRIE/ OTHER TITLES IN THE SERIES	55

SUMMARY

In spite of the remarkable developmental performance of Cape Verde, the private sector remains dominated by small and micro-enterprises which generate little employment and provide scant tax revenue. The authors suggest creating new forms of innovative and wide partnerships between the state, local authorities, business associations and the overseas Capeverdean communities to create new enterprises, foster employment growth and promote sustainable development in the country.

Such a strategy fits well with the New Partnerships for Africa's Development (NEPAD) goal of improving governance in Africa, for the study also considers the impact of such partnerships on governance issues. The study finds that the potential for multi-level and multi-dimensional partnerships between actors from different backgrounds and with different interests is very wide. Moreover, the conclusions of this document, both for development policy and for improving the quality of governance, can be applied to a range of countries and are not limited to the particular case of Cape Verde.

RÉSUMÉ

Malgré la remarquable performance économique du Cap Vert, le secteur privé y reste dominé par des petites et micro-entreprises ayant un faible pouvoir de création d'emplois. En outre, il ne contribue que faiblement aux recettes fiscales. Les auteurs de cette étude suggèrent d'établir de nouvelles formes de partenariat entre l'État, les pouvoirs locaux, les associations patronales et les associations de migrants à l'étranger afin d'encourager la création de nouvelles entreprises et d'emplois, tout en favorisant le développement durable du pays.

Une telle stratégie s'inscrirait dans l'esprit du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) qui vise à améliorer la gouvernance en Afrique, et l'étude examine précisément l'impact de tels partenariats sur les problèmes de gouvernance. Il en ressort qu'il existe un large potentiel pour des partenariats à plusieurs niveaux et plusieurs dimensions, associant des acteurs d'origines différentes et ayant des intérêts divers. De surcroît, les conclusions de ce document, à la fois pour les politiques de développement et pour l'amélioration de la qualité de gouvernance, sont applicables à d'autres pays et ne sont pas limitées au cas particulier de la République de Cap-Vert.

AVANT PROPOS

Ce rapport s'insère dans les activités régulières du Programme de Travail du Centre de Développement de l'OCDE portant sur le thème *Globalisation et Gouvernance*.

Le Centre a organisé le 19 novembre 2001 un séminaire visant à étudier le contexte — économique, politique et social — actuel du Cap Vert et rassembler des contributions pour l'exécution de cette étude de cas. Une version préliminaire fut présentée à cette occasion par Jaime Lourenço et commentée par Arnaldo Andrade Ramos, Ambassadeur de la République du Cap Vert en France, par Yves Bourdet, de l'Université de Lund, et Michel Lesourd, de l'Université de Rouen, par Paulo Santos-Monteiro, de l'Office de Coopération à la Commission européenne – EuropAid, Maria Alves Trovoada de Almeida, Conseiller Spécial pour les Relations Internationales du Gouvernement de São Tomé e Príncipe, et Augusta Conchiglia, grand reporter du *Nouvel Afrique Asie*. En plus de la synergie avec le projet « *Mémoires Communes: des circuits esclavagistes aux communautés lusophones* », en cours à l'Institut des Recherches Tropicales (IICT) à Lisbonne, Fátima Monteiro, de l'Institut d'Études Stratégiques et Internationales de Lisbonne (IEEI), a écrit un commentaire personnel, tout comme João Gomes Cravinho, qui dirigeait alors l'Institut Portugais de Coopération, et Manuel Sebastião, membre du conseil d'administration de la Banque du Portugal, qui n'ont pas pu participer au séminaire. Les auteurs remercient les participants pour leurs commentaires.

Le Centre de Développement exprime ses remerciements à la Banque du Portugal pour le soutien financier qu'elle a apporté au projet.

INTRODUCTION

La situation géographique du Cap Vert, dans l'Atlantique — à mi-chemin entre les continents européens, africain et américain — joue un rôle majeur dans la performance économique de l'archipel.

En effet, le Cap Vert se trouve dans la croisée d'importantes routes de l'Atlantique, initialement maritimes et plus récemment aériennes. Au 19ème siècle, Porto Grande, situé à Mindelo, dans l'île de São Vicente, était le principal port de réapprovisionnement en charbon pour les navires sur les routes Atlantiques. Plus récemment, surtout à partir de la deuxième moitié du 20ème siècle, l'aéroport d'Espargos, dans l'île de Sal, a un rôle majeur de soutien à la navigation aérienne.

Cependant, malgré les avantages comparatifs résultant de sa localisation privilégiée, le développement de l'archipel a toujours été limité par le manque de ressources naturelles et par les fortes sécheresses qui frappent régulièrement les îles avec des conséquences dramatiques sur les conditions de vie et sur la survie des populations.

Cette situation a favorisé l'isolement des îles avec des graves conséquences sur l'économie du Cap Vert.

Il n'est pas étonnant alors que l'émigration de la société capverdienne pour les États-Unis, les pays africains voisins et l'Europe, soit devenue un phénomène déterminant et permanent, tant dans le passé que dans le présent.

Le rôle des ces émigrants capverdiens éparpillés dans le monde fut déterminant dans la transformation de l'économie du pays. Le transfert des devises a résulté dans l'expansion monétaire des années 60-70, dans l'augmentation du pouvoir d'achat des populations résidentes, ainsi que dans l'augmentation de la demande des biens de consommation au-delà des limites imposées par la fragile structure interne du Cap Vert.

La vocation du pays pour la prestation des services (de soutien à la navigation maritime et aérienne) s'avéra très tôt comme une solution pour palier le manque des ressources.

Dans la phase finale de la période coloniale, l'économie dépendait, comme aujourd'hui, des transferts provenant de l'étranger (publics et privés) et de la prestation des services. Ce modèle fut valable pour les années qui suivirent l'indépendance, les transferts publics fournis par la métropole coloniale étant remplacés par l'aide internationale au développement.

À cette période, l'économie centralisée de l'État provoqua une rétraction de l'investissement public, le ralentissement de la croissance ainsi que l'augmentation de l'inflation et du déficit budgétaire.

Conscients des limites de ce modèle périmé de développement, les autorités changèrent de stratégie à la fin des années 80, en adoptant l'ouverture politique et la libéralisation des prix et du commerce extérieur.

Au début des années 90, suite aux premières élections libres du pays, des réformes furent implantées visant à la consolidation d'une économie de marché, ouverte à l'extérieur et clairement soutenue par le secteur privé, avec des bons résultats (reconnus aussi bien au niveau national qu'international).

Cependant, la vulnérabilité du Cap Vert face aux chocs internes et externes reste toujours présente et tous (les autorités capverdiennes passées et actuelles, des pays et institutions donateurs ainsi que des chercheurs) sont conscients que la solution pour la croissance auto-soutenue passe par la transformation des facteurs internes de façon à promouvoir les conditions adéquates au renforcement du rôle de l'initiative privée nationale, l'augmentation de l'épargne, de l'accumulation de la richesse et de l'investissement privé intérieur.

Il s'agit de tout faire pour essayer de « casser le cercle vicieux de la dépendance par rapport au soutien extérieur », de volume et de durée imprévisibles. Cependant, et pendant encore quelques années, le Cap Vert a énormément besoin d'aide.

Il convient de noter ici une situation paradoxale dont se soucient les autorités capverdiennes: le pays reçoit une aide extérieure considérable visant à palier ses vulnérabilités et à le soutenir dans ses efforts vers le développement ; cependant, les bons résultats et indicateurs atteints grâce à ce soutien pourront déterminer sa réduction (par exemple, ne plus appartenir au groupe des PMA), avec des conséquences négatives sur la performance économique et les indicateurs atteints par le pays à ce jour.

La solution qui permettrait de surmonter ce « cercle vicieux de dépendance par rapport à l'aide extérieure » se trouve i) dans l'application de mesures favorisant l'amélioration de la compétitivité qui entraînera à son tour l'élargissement de la base productive intérieure (dirigée vers l'approvisionnement intérieur et les exportations), et ii) dans la stabilité macro-économique de façon à stimuler l'investissement et promouvoir la croissance auto-soutenue et durable.

Pour atteindre cet objectif, le Cap Vert offre des avantages comparatifs, crée des opportunités d'investissement, possède une législation visant à attirer des investissements intérieurs et extérieurs et, finalement, possède une main d'œuvre jeune, relativement bien qualifiée, présentant un bon niveau de productivité après formation professionnelle, et qui s'adapte facilement à des processus productifs complexes.

I. CAP VERT - CONTEXTE ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE

Bref aperçu du Cap Vert

L'archipel du Cap Vert est constitué de dix îles (neuf d'entre elles habitées), avec une superficie totale de 4 033 km², et se situe dans l'Atlantique à environ 650 km de la côte occidentale du continent africain, au long du Sénégal, de la Gambie et de la Mauritanie.

Les îles sont d'origine volcanique, accidentées et peu propices à l'agriculture ainsi qu'à l'élevage de bétail. Le climat est sec et aride, caractéristiques climatiques de la région du Sahel dont l'archipel fait partie.

De telles conditions influencent fortement le développement de l'agriculture (de survie), qui présente une production insuffisante face à la demande de la population.

En vue de cela, nous pouvons conclure que le Cap Vert présente des fragilités (petite dimension, insularité et manque de ressources naturelles), et qu'il doit par conséquent faire face à des difficultés supplémentaires pour réagir aux chocs économiques externes et aux effets négatifs des phénomènes naturels (sécheresses, inondations, éruptions volcaniques et risques d'épidémies).

Dans ce contexte, l'aide publique au développement et les transferts des devises des émigrants contribuent de façon décisive pour palier les déséquilibres chroniques de certains indicateurs macro-économiques.

Tout en reconnaissant la nécessité du maintien et du renforcement de l'aide et des transferts mentionnés, quelques mesures entreprises dans les dernières années permettent de prévoir un processus vers le développement moins dépendant du financement extérieur.

Dans ce sens, il est important de noter le poids croissant du tourisme, le développement des zones franches, la création de parcs industriels et d'expositions, les possibilités d'expansion des services internationaux, notamment les activités de soutien aux transports aériens et maritimes, les services en matière d'informatique et les services financiers « offshore » [hors contrainte de législation d'un pays ou d'une zone monétaire].

Le Cap Vert est un pays stable du point de vue social, sans conflits ethniques ou religieux, et où la propriété privée est assurée et protégée.

Dans le domaine politique, le Cap Vert a actuellement un système parlementaire basé sur des élections libres permettant l'alternance politique, résultant d'un processus commencé en 1975, l'année de l'indépendance nationale, et maintenu jusqu'à présent, de façon exemplaire, ce qui atteste de la maturité, de la tolérance et de l'acceptation des principes démocratiques par les institutions politiques et la population capverdienne.

Le Tableau 1 met en évidence de façon résumée quelques indicateurs économiques, sociaux et politiques du Cap Vert pour la période 2000-01.

En ce qui concerne ces indicateurs, nous devons souligner les difficultés rencontrées pour déterminer les PNB et PIB du pays, dû au nombre élevé des ressortissants capverdiens vivant à l'étranger (environ 500 000, chiffre plus élevé que celui de la population résidente), et le flux constant d'entrées et sorties des ressortissants du pays.

Il existe en effet des communautés importantes de ressortissants capverdiens éparpillées dans des pays de plusieurs continents, notamment aux États-Unis (250 000), au Portugal (80 000), en l'Angola (35 000), en France (25 000) et au Sénégal (25 000).

Le statut des communautés mentionnées varie selon les cas, et celui des individus qui constituent ces communautés, du point de vue statistique, peut changer d'une année à l'autre.

Dans ce contexte, les difficultés mentionnées consistent à prévoir et déterminer, de façon précise, le volume des transferts de l'étranger qui, selon leur poids dans les recettes nationales, peut augmenter ou atténuer la différence entre les PNB et PIB.

Tableau 1. Indicateurs du Cap Vert

Superficie	4 033 km ²
Population	434 263 habitants
Densité de la population	109 habitants/km ²
Nom officiel	République du Cap Vert
Espérance de vie	69 ans
Population urbaine	53%
Personnes/Familles	4,6 personnes
Personnes au-dessous du seuil de la pauvreté	30%
Mortalité infantile	39‰
Analphabétisme (population de plus de 15 ans)	26%
Accès à l'eau potable	74%
PNB per capita (1999)	\$ 1 330
Capitale	Praia (106 000 habitants)
Climat	Sec et tropical, 25°C (température moyenne annuelle)
Religion	95% Chrétiens
Langue Officielle	Portugais
Unité monétaire	Escudo du Cap Vert (ECV)
Taux de change (fixe)	EUR 1 = ECV 110,264 ^a
Date de la Constitution actuelle	25 septembre 1992
Assemblée Nationale	72 Députés, élus par suffrage universel, avec mandat de 5 ans
Partis politiques à l'Assemblée Nationale (actuellement)	PAICV - 40 Députés ; MpD - 30 Députés ; ADM - 2 Députés
Chef d'État	Pedro Pires
Premier Ministre	José Maria Neves

a) Depuis juillet 1998, l'escudo du Cap Vert (ECV) fait partie des monnaies cotées officiellement par la Banque du Portugal.

Sources: Cabo Verde: um país em ficha, ICEP, Fev. 99 ; Resultados Preliminares do Recenseamento Geral do ano 2000, INE, Praia, 2001 ; World Development Indicators Data Base, World Bank, juillet 2000 ; Cape Verde at a Glance, World Bank, 2000.

Secteurs d'activité économique

Contexte

Le Cap Vert, comparé aux pays de l'Afrique Subsaharienne, présente une bonne performance économique. Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, pour qu'il continue d'assurer cette performance, il est encore très dépendant de l'aide extérieure.

Cela est dû au manque de ressources et à la fragilité du secteur productif, qui résultent à leur tour dans un déséquilibre entre la production intérieure et les nécessités de la population résidente, conduisant le pays à importer la plus grande partie des biens de consommation nécessaires.

D'ailleurs, le déséquilibre entre les recettes internes et externes résulte d'une structure productive mal adaptée aux sollicitations de la demande.

La solution du problème serait d'améliorer la structure productive de façon à renforcer la qualité et la quantité de l'offre et à permettre l'affectation efficace des très rares ressources disponibles.

Dans ce contexte, il est nécessaire d'accélérer le processus des privatisations et de promouvoir le développement et la modernisation d'un secteur entrepreneurial privé compétitif, avec des niveaux élevés de productivité, et ayant comme condition essentielle l'harmonisation de la relation PIB-consommation.

Nous analyserons maintenant de façon concise les vulnérabilités et les secteurs d'activité économique, qui requièrent des efforts continus visant à combattre, réduire et surmonter les vulnérabilités ainsi que créer des conditions favorisant un développement auto-soutenu et durable et moins dépendant de l'aide extérieure.

Vulnérabilités structurelles

Nous pouvons dire, en résumé, que le Cap Vert présente les vulnérabilités structurelles suivantes :

- **petite dimension:** résultant dans la vulnérabilité d'une grande partie de son territoire à des désastres naturels (sécheresses, inondations, éruptions volcaniques, séismes, invasions végétales et animales, et épidémies) ; et ayant des répercussions sur le marché interne précaire ainsi que sur le coût moyen de quelques facteurs de production et des services, notamment l'eau, les transports et les télécommunications.
- **insularité:** ayant des répercussions sur la multiplicité et le volume des investissements nécessaires aux îles (ports, aéroports, unités de dessalage de l'eau, centrales électriques, hôpitaux et d'autres infrastructures). Les conditions géographiques impliquent des investissements publics élevés seulement disponibles avec le soutien financier extérieur. Cependant, en ce qui concerne l'économie des services, l'aéroport Amílcar Cabral à Sal et le port de São Vicente, de par leur localisation stratégique, ont un poids important sur le PIB. Étant donné les longues distances, les coûts unitaires sont compromis, surtout concernant les exportations.

- **manque de ressources naturelles:** ayant des répercussions sur la basse productivité de l'agriculture ; sur la pêche (dû à l'absence d'une plate-forme continentale) ; sur la production industrielle (par le manque de matières premières et des ressources naturelles). Nous pouvons signaler comme facteur positif que le Cap Vert a un climat doux associé et des plages de qualité, ce qui favorise le tourisme.
- **manque de ressources humaines qualifiées:** malgré l'existence d'une main d'œuvre jeune et qualifiée, si/quand elle est comparé à la moyenne africaine, le nombre de cadres moyens et supérieurs est insuffisant pour faire face aux nécessités du pays.

En plus des vulnérabilités structurelles mentionnées, le Cap Vert est encore sujet aux chocs externes suivants :

- **politiques:** les sanctions internationales imposées à l'Afrique du Sud dans les années 80, ont privé le Cap Vert d'importantes recettes en devises. En 1991, la compagnie aérienne SAA reprit l'utilisation de l'aéroport international de l'île du Sal, comme escale pour ses vols. Cependant, à partir de 1999 la compagnie aérienne russe Aeroflot n'y a plus fait escale, ce qui a provoqué une perte annuelle de recettes de l'ordre de 2.4 millions de dollars.
- **technologiques:** dû aux rapides changements technologiques, le Chantier Naval de Mindelo a perdu un important marché de réparation des navires marchands. Les innovations technologiques des avions long-courrier pourront justifier la perte relative d'importance de la position géographique du Cap Vert comme escale entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique.
- **l'instabilité de la demande touristique:** le volume des touristes à destination du Cap Vert peut diminuer, notamment à cause des fortes perturbations politiques en Afrique Occidentale (malgré la forte stabilité politique et sociale du Cap Vert) ou des événements comme le 11 septembre aux États-Unis, qui a provoqué une chute significative dans le volume des flux de touristes au niveau mondial.
- **la stagnation éventuelle (ou réduction, à l'exemple de 1997) des transferts des émigrants:** l'importance de ce facteur peut être mesurée par son volume (15.7 pour cent du PIB et 63 pour cent des exportations totales, en 1998). Le retour des émigrants au pays et les difficultés imposées par les accords internationaux à l'émigration, ou encore la plus forte intégration dans les pays d'accueil des deuxièmes et troisièmes générations d'émigrants peut provoquer une diminution des transferts avec des graves conséquences pour l'économie et le développement du Cap Vert (ceci malgré l'attachement au pays d'origine).
- **la réduction de l'aide extérieure, ou le manque de prévision par rapport à cette aide:** malgré les limitations mentionnées, le Cap Vert présente de bons indicateurs de performance économique et sociale, qui pourraient déterminer son exclusion du groupe des pays les moins avancés, ainsi que l'impossibilité d'utiliser le soutien et l'aide extérieurs dans les conditions les plus avantageuses.

- **économiques:** l'augmentation des prix des produits importés aggraverait davantage le solde déficitaire de la balance commerciale ; la diminution de l'aide et des transferts extérieurs pourrait avoir des conséquences négatives sur l'équilibre de la balance de paiements ; le changement éventuel des conditions de règlement de la dette extérieure pourrait créer des difficultés additionnelles au pays.

Ces contraintes freinent le développement économique, sociale et politique du pays.

Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, le processus de développement durable du Cap Vert requiert des efforts continus visant à renforcer le poids de la structure productive, aussi bien au niveau quantitatif que qualitatif.

Nous analyserons maintenant de façon résumée les secteurs d'activité les plus importants :

Agriculture

Comme nous l'avons déjà mentionné, les sols sont d'origine volcanique et le climat est sec et aride, ce qui limite la production agricole.

La production du secteur agricole couvre environ 10 pour cent des besoins alimentaires de la population, ce qui résulte dans l'importation des produits agricoles.

Le déficit alimentaire est minimisé grâce au soutien de l'aide alimentaire mondiale.

L'élevage couvre environ 95 pour cent de la demande intérieure de viande.

En ce qui concerne les volumes de production requis en matière de *bois de chauffage, de charbon et de bois*, il est nécessaire de trouver le juste équilibre entre le reboisement et l'optimisation de l'utilisation des sols pour l'agriculture. Il est important d'entreprendre des programmes en matière d'ingénierie rurale et forêts (comme, par exemple, promouvoir la construction de digues et la prospection d'eau souterraine) visant à combattre la désertification et promouvoir la protection et la valorisation des ressources naturelles.

Il est important de rationaliser l'utilisation des ressources en matière de sol et de l'eau pour obtenir les meilleurs coefficients de productivité (par exemple, la canne à sucre, utilisée dans la fabrication de l'eau de vie « grogue », est produite par le système d'irrigation d'arrosage).

En vue de cela, nous pouvons remarquer que l'agriculture aura difficilement un poids déterminant sur le PIB.

Cependant, l'agriculture est un secteur stratégique, non seulement à cause du grand pourcentage de personnes résidant dans les zones rurales (environ 43 pour cent de la population active), mais aussi du point de vue social, en vue d'encourager l'établissement des populations dans le milieu rural et promouvoir une distribution plus équilibrée de la population dans les différentes îles.

Tout cela montre que les critères d'analyse ne doivent pas être exclusivement économiques et justifie tous les efforts visant à maintenir et améliorer le développement de l'agriculture.

Pêche

Contrairement aux idées reçues, les ressources halieutiques du Cap Vert ne sont pas très abondantes. La Zone Économique Exclusive (ZEE) se situe dans une région maritime d'eaux profondes, sans plate-forme continentale, et l'archipel se trouve en plus dans le parcours migratoire des espèces pélagiques.

La pêche artisanale (pêche côtière) montre un développement plus dynamique (augmentation de la motorisation des embarcations) que l'industrielle (pêche en haute mer). Il est important de soutenir les pêcheurs/entreprises dans leurs efforts concernant l'acquisition d'équipements frigorifiques (entreposage et transport), et la modernisation de la flotte de façon à pouvoir utiliser la production potentielle totale de la ZEE estimée à 45 000 tonnes de captures par année (jusqu'à présent utilisable à 20 pour cent maximum).

La contribution de ce secteur à la Balance Commerciale est en train de décroître suite aux fortes restrictions imposées par le gouvernement à la capture de la langouste — l'un des produits traditionnels d'exportation — étant donné que le volume de captures représentait presque la totalité des réserves potentielles (100-150 tonnes par année).

Le secteur des pêcheries représente 6 pour cent de l'emploi total de la population active.

Industrie et Construction

Le secteur de l'industrie et construction représente environ 17 pour cent du PIB ; la construction représentant 70 pour cent du secteur.

Les exportations des produits industriels, notamment les chaussures, textiles et vêtements, ont représenté 75 pour cent du total exporté en 1998.

L'industrie extractive se limite à l'extraction de sel, dans l'île de Sal, et de pouzzolanes, à S. Antão.

Les principales unités de l'industrie de transformation se situent à S. Vicente et Santiago, comprenant les branches de l'alimentation et boissons, conserves de poisson, chaussures et vêtements, construction et réparation navale, metalo-mécanique légère, savon, peinture et médicaments.

Le Cap Vert est en train de miser fortement, avec succès, sur l'investissement direct étranger industriel. D'ailleurs, il est vrai que le coût de certains produits, le manque d'eau ainsi que l'irrégularité dans l'approvisionnement de l'énergie, la petite dimension du marché intérieur et l'approvisionnement des matières premières à l'étranger représentent des difficultés à surmonter ; mais il n'est pas moins vrai que le pays dispose d'une main d'œuvre capable, d'un coût relativement bas, et permet l'accès à d'autres marchés dans des conditions préférentielles.

La construction des zones planifiées (Parcs Industriels de Praia et Mindelo) est un facteur positif qui doit être pris en compte par les investisseurs étrangers concernant l'utilisation des opportunités et la concrétisation des affaires dans l'avenir.

Le secteur de la construction (8.8 pour cent du PIB en 1998) dépend fortement des transferts financiers des émigrants et de son application dans la construction des logements pour l'émigrant lui-même ou pour sa famille. Ce secteur serait donc très affecté par une baisse soudaine du volume de ces transferts financiers ou de l'aide extérieure (avec des répercussions sur les investissements publics).

Énergie

L'offre concernant l'énergie provient des produits dérivés du pétrole, des produits énergétiques traditionnels (le bois de chauffage), de l'électricité et de l'énergie éolienne.

La plus importante source d'énergie provient de l'importation des carburants et correspondait en 1995 à 10.3 pour cent de l'importation totale. Les carburants importés étaient destinés au marché intérieur (51 pour cent) et à la réexportation (49 pour cent) par les ports et aéroports.

Les principaux consommateurs sont le secteur domestique (41.4 pour cent en 1990) ; des transports (35.2 pour cent) ; de l'industrie et dessalage (14 pour cent) ; de l'agriculture et pêcheries (8.3 pour cent) et des services (1.1 pour cent).

La puissance installée des centrales thermiques a doublé entre 1990 et 1995, et il a été nécessaire de l'augmenter davantage, surtout à Santiago et Sal, suite à la mise en fonctionnement d'une nouvelle usine de dessalage, du Parc Industriel de Achada Grande à Santiago ainsi qu'au développement du tourisme à Sal et Boavista.

L'énergie éolienne représentait, en 1995, 13 pour cent de l'énergie produite par Electra et 73 pour cent de l'énergie produite par les services municipaux.

Le bois de chauffage et le charbon sont utilisés par 57 pour cent des familles capverdiennes (92 pour cent résidant dans des milieux ruraux), la consommation annuelle étant estimée à 70 000 tonnes de bois de chauffage et 73 tonnes de charbon, avec des répercussions négatives, comme il a déjà été mentionné, sur la désertification croissante et progressive du pays.

Il est important de mentionner que l'exploitation de l'énergie solaire a déjà commencé à porter de bons résultats.

L'énergie électrique représente 5 pour cent de la consommation totale.

Transports et Communications

Les secteurs des télécommunications et des transports (maritimes, aériens et routiers), très bien développés, sont vitaux pour l'intégration de l'espace interne et l'insertion du Cap Vert dans le système économique mondial.

D'ailleurs, les transports et les communications sont vitaux pour le fonctionnement d'une économie insulaire, et conditionnent le processus du développement, en particulier des secteurs de l'industrie, du commerce et du tourisme.

Le Cap Vert est en train d'investir dans ces domaines et possède des systèmes des transports et des communications modernes et adaptées à l'objectif de l'intégration dans le système économique mondial.

Tourisme

Le tourisme a de grandes potentialités dans le Cap Vert et rassemble des conditions pour une croissance rapide. Jusqu'à récemment, seulement le binôme plage-soleil a été exploité, avec des coûts peu concurrentiels au niveau international.

Ces derniers temps, le secteur du tourisme montre un développement important avec des conséquences positives sur la quantité et la qualité de l'offre, surtout dans les îles de Sal, Santiago, São Vicente et Boavista.

Le tourisme en 1990 correspondait à 2 pour cent du PIB et à plus de 2 pour cent de l'emploi. Le gouvernement est actuellement en train de miser sur la promotion du tourisme, par le biais du Centre de promotion du tourisme, de l'investissement et des exportations (Promex), l'institution responsable de la promotion de l'image du pays.

En ce qui concerne les infrastructures, nous pouvons remarquer la prise en considération des investissements dans les moyens de transports (aériens, maritimes et terrestres); la révision des dimensions et du fonctionnement des aéroports (Sal et Mindelo) ; la construction du nouvel aéroport International de Praia et l'amélioration des systèmes de distribution de l'eau et de l'énergie.

Concernant l'offre touristique, il est nécessaire de continuer de développer la capacité et la qualité de l'offre de logement, d'améliorer la qualité de l'animation touristique, de développer le marché de l'artisanat et de miser sur la promotion touristique — le rôle de Promex étant déterminant dans toutes ces activités.

Il est important de promouvoir le secteur du tourisme (en profitant des effets multiplicateurs des dépenses touristiques), étant donné qu'il favorise la promotion du développement régional et contribue à l'équilibre des comptes extérieurs. Il est également primordial de motiver les secteurs privés intérieur et extérieur à se développer et à croître, sans perdre de vue le respect de l'environnement naturel, culturel et humain (eco-tourisme).

Commerce et Services

Le commerce, traditionnellement très important pour l'économie du Cap Vert, représentait 54 pour cent du PIB en 2000.

Le secteur tertiaire est le plus productif de l'économie du Cap Vert.

Conformément à la tradition de son passé, le Cap Vert pourrait à nouveau assumer un rôle majeur de « plate-forme de circulation », sous la forme de prestation des services, auxquels il est concurrentiel, à savoir les ports, les aéroports ainsi que le

tourisme et, à l'avenir, le consultanat juridico-financier, les systèmes d'information et les logiciels informatiques, les services médicaux et des soins infirmiers, d'assistance et des techniciens spécialisés.

Une stratégie de spécialisation internationale et d'exportation est absolument nécessaire au Cap Vert pour qu'il réussisse son processus d'insertion dans l'économie internationale avec succès.

En résumé, le Cap Vert, malgré ses problèmes et ses contraintes sectoriels, est en mesure d'améliorer la qualité et la quantité de la production interne de façon à assurer un développement plus durable.

Pour ce faire, il est nécessaire de continuer la libéralisation de l'économie, de promouvoir sa réinsertion dans l'économie mondiale, d'assurer la croissance et la restructuration du secteur privé et d'attirer l'investissement étranger afin de créer une structure productive moderne, compétitive, rentable et d'une productivité élevée.

Stratégies de Développement

Dans les premières 15 années qui ont suivi l'indépendance, le gouvernement — représenté par le Parti Africain pour l'Indépendance du Cap Vert (PAICV) — a opté pour une stratégie de développement à caractère socialiste, avec une forte participation de l'État dans l'activité économique.

Il est important de remarquer que le PAICV, en 1989-90, a préparé le pays pour le changement politique et la réalisation des premières élections libres, ce qui a contribué de façon décisive à la consolidation de la démocratie dans le Cap Vert.

À partir de 1991, suite aux premières élections législatives, le gouvernement élu, appartenant au Mouvement pour la Démocratie (MpD), a entrepris une série d'initiatives visant à transformer l'économie centralisée dans une économie de marché et de base privée, que nous pouvons résumer de la façon suivante :

- l'insertion du Cap Vert dans le système économique mondial visant à promouvoir et consolider un développement économique et social auto-soutenu ;
- la nécessité pour le Cap Vert de privilégier les partenariats stratégiques en vue de trouver sa place et fonction dans un monde de plus en plus ouvert et global ;
- le développement ne se résume pas dans la croissance économique. D'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue le développement humain d'un côté, et d'un autre côté, il est nécessaire que le développement soit auto-soutenu et durable, c'est à dire, qu'il ne provoque pas l'épuisement rapide des ressources existantes, de façon à permettre aux générations futures un niveau de vie équilibré ;
- la solution pour une croissance plus accélérée, auto-soutenue et durable est la transformation progressive des facteurs internes visant à la création de conditions favorisant l'initiative privée, l'investissement direct étranger, l'épargne, l'accumulation du capital et l'investissement privé intérieur.

Le Plan National pour le Développement de 1991-2001 a identifié huit vecteurs générateurs de la stratégie d'insertion dynamique dans le système économique mondial, à savoir :

- assurer l'équilibre interne et externe ;
- développer le marché et l'initiative privée ;
- profiter des avantages de la régionalisation et de la globalisation ;
- valoriser les ressources naturelles ;
- développer les systèmes de transports, de communications et énergétiques ;
- promouvoir l'assainissement et la défense de l'environnement ;
- consolider et développer la démocratie ;
- promouvoir le développement humain et social.

Sur le plan macro-économique, le gouvernement avait l'intention de :

- réduire le rôle de l'État dans les activités productives ;
- développer le secteur privé et les exportations ;
- accélérer les privatisations ;
- renforcer le rôle de l'État en ce qui concerne la réglementation et la fiscalisation.

Le PAICV a obtenu la majorité absolue aux élections législatives du 14 janvier 2001, et a établi sa politique de gouvernement selon le Programme de Gouvernement pour la période 2001-05.

En résumé, le Programme du Gouvernement définit les priorités et lignes de force suivantes pour la période en question :

- le choix de la politique budgétaire et fiscale comme axe central de la stabilité macro-économique;
- une réforme économique en privilégiant l'offre: promouvoir et moderniser le secteur d'entrepreneuriat national, développer l'investissement extérieur et les exportations;
- la stabilité de la monnaie : développer des politiques de soutien à la consolidation de la convertibilité de la monnaie nationale;
- la qualification ; l'innovation et l'emploi au centre de la politique économique;
- la lutte contre la pauvreté : une exigence économique et sociale de grande envergure morale et un facteur important dans la promotion de la citoyenneté;
- un système d'éducation financièrement durable, de meilleure qualité et plus adapté aux exigences du développement et du monde moderne;
- la réforme de l'État et de l'Administration Publique, et continuation du processus de décentralisation;

- le développement des infrastructures du pays, l'agrandissement du système de transports et l'accroissement de son efficacité et efficacité;
- la promotion de la société de l'information et de la connaissance;
- un système judiciaire indépendant et au service de la citoyenneté;
- la Culture utilisée au service de la citoyenneté et du développement;
- la défense de la nature et de l'équilibre environnemental: condition pour la durabilité du développement.

En ce qui concerne la gouvernance, le Programme du Gouvernement propose la réforme de l'État ainsi que le renforcement des libertés et de la citoyenneté, à savoir, la réforme du système électoral, la réforme sans oublier la modernisation du Parlement et la réforme de l'Administration Publique et de la municipalité, visant à promouvoir le développement régional et la participation démocratique.

Du point de vue social, le Programme du Gouvernement indique la nécessité de renforcement de la solidarité visant à assurer la réduction des inégalités sociales et l'accroissement de la cohésion sociale. Il est important d'agir dans le sens de promouvoir la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire ainsi que de réformer la sécurité sociale.

Concernant le rôle du marché, le Programme propose le soutien à la promotion de l'initiative privée, la réforme du secteur entrepreneurial de l'État, y compris la continuation du processus des privatisations, la promotion de l'investissement extérieur et des exportations et, en plus, la promotion du tourisme combinée avec la défense de l'environnement, visant à assurer un développement durable.

Le gouvernement propose encore, dans le domaine du tourisme, d'élaborer un Plan Directeur du Tourisme et d'encourager la création de Sociétés de Développement Touristique visant à assurer la mise en place d'infrastructures, de la gestion et de l'administration des Zones Intégrées de Développement Touristique.

Concernant l'industrie, le gouvernement a l'intention de préparer et faire approuver des textes légaux visant à dynamiser le fonctionnement des Zones Franches Commerciales (ZFC).

En ce qui concerne le commerce, le gouvernement a l'intention de conclure le processus d'adhésion du Cap Vert à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Dans le domaine de l'agriculture, les secteurs forestier, d'élevage et de ressources hydriques seront particulièrement examinés.

Finalement, le Programme du Gouvernement mentionne que « la politique extérieure du Cap Vert doit prendre en compte, d'un côté, l'impératif de l'insertion du Cap Vert dans l'économie mondiale sans perdre de vue les objectifs d'un développement auto-soutenu et durable ; et, d'un autre côté, sa situation de Pays Moins Avancé et de Petit État Insulaire, conditionné par la sécheresse et la désertification, inséré dans une sous-région où prédominent actuellement des facteurs d'instabilité politique et des conflits localisés, combinés avec l'existence d'une frange expressive de sa population éparpillé dans le diaspora ».

Les priorités du développement pour la période en question sont mentionnées, comme il a été indiqué, dans le Programme du Gouvernement approuvé par l'Assemblée Nationale. Les Grandes Options du Plan (GOP) visent à fournir le cadre de référence pour l'élaboration et l'exécution du Plan National pour le Développement (PND).

Les valeurs essentielles au développement national énumérées dans les GOP sont les suivantes:

- l'indépendance nationale et l'institutionnalisation de la démocratie pluraliste;
- la valorisation des ressources humaines comme le grand défi de l'avenir;
- la valorisation de la femme comme agent décisif de changement;
- la culture comme contribution du Cap Vert à la société globale.

Les principes sur lesquels doit se baser le développement national sont définis comme suit:

I) Équilibres locaux

- le développement équilibré du pays entier est lié à la vocation de chaque île; les politiques d'aménagement de territoire et de décentralisation administrative ayant alors une grande importance;
- la lutte contre la pauvreté à travers la promotion de la croissance et l'augmentation de l'emploi et de la mise en œuvre des actions concernant l'assistance sociale;
- la promotion de la croissance économique et sociale du milieu rural en identifiant l'agriculture comme le secteur d'activité économique et sociale capable de contribuer à la diminution de la dépendance alimentaire, de fixer les populations rurales et approvisionner (au moins de manière plus significative qu'à présent) le marché intérieur.

II) Bonne gouvernance

L'éthique et la bonne gouvernance représentent des vecteurs stratégiques pour le futur du Cap Vert et des facteurs de cohésion par rapport à l'intervention conjointe du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Les GOP soutiennent « que le développement du Cap Vert doit se concrétiser dans le cadre d'une société ouverte, pleinement insérée dans le monde, dynamique, informée, agissante et respectueuse des droits de l'homme ».

III) Aspirations nationales de développement

Les aspirations des populations doivent être prises en compte. Dans l'étude nationale des perspectives à long terme, 15 aspirations nationales ont été identifiées, la principale d'entre elles étant l'emploi.

Les GOP identifient les éléments structurants du développement envisagé par la société:

- l'insertion dans l'économie mondiale;
- le secteur privé comme moteur du développement;
- le développement et l'affirmation de la culture nationale.

Finalement, les GOP énoncent les grandes options suivantes:

1ère option: Développer des infrastructures de base et économiques ainsi que promouvoir l'aménagement du territoire visant un développement équilibré;

2ème option: Promouvoir une politique globale de lutte contre la pauvreté et renforcer la cohésion et la solidarité sociales;

3ème option: Développer le capital humain et orienter le système d'enseignement/formation concernant les domaines prioritaires pour le développement;

4ème option : Promouvoir la bonne gouvernance comme facteur de développement, tout en renforçant la citoyenneté et la démocratie;

5ème option: Promouvoir la compétitivité et la croissance, et élargir la base productive ;

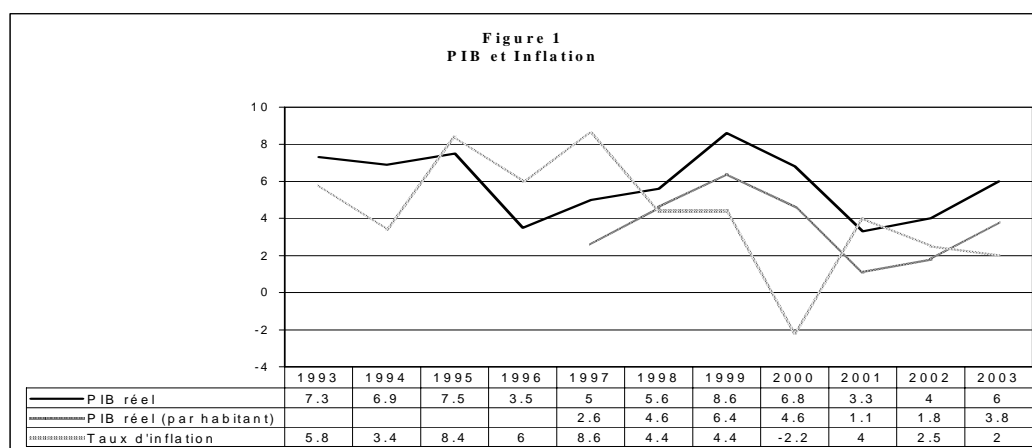
6ème option: Assurer la stabilité macro-économique afin de favoriser l'investissement.

II. L'ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE DU CAP VERT

La Production, la Demande et les Prix

Pendant les années 80, l'économie du Cap Vert a présenté un taux de croissance annuel moyen de 6 pour cent ; entre 1990-92 ce taux a baissé à 2.7 pour cent, pour ensuite remonter à nouveau à 7 pour cent entre 1993 et 2000.

Pendant la période 1998-99, le PIB réel a crû à un taux moyen de 7.1 pour cent (après un taux de 4.2 pour cent seulement entre 1996-97), dû à la croissance combinée du tourisme, des transferts financiers des émigrants (avec des répercussions positives sur la construction) et de l'investissement extérieur dans des industries d'exportation de la production, et, en plus, à la stabilité de l'inflation, mesurée à 4.4 pour cent par l'indice des prix à la consommation.



Sources: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, Mai 2001; World Development Indicators Database, World Bank, 2000.

Cependant, en 2000, l'année de la préparation des élections autarciques, législatives et présidentielles (les deux dernières ont eu lieu début 2001), la situation fiscale s'est détériorée et l'activité a connu un léger déclin, avec une croissance de 6 pour cent pour le PIB réel et une diminution de 2.2 pour cent pour l'indice des prix à la consommation, dû à la subvention des prix des carburants, à une relativement bonne campagne agricole 1999/2000 et, en plus, aux taux de change fixes en vigueur.

Il était prévu un ralentissement de l'économie en 2001, dû surtout à la diminution de la croissance de l'agriculture, des pêcheries et de la construction, résultant de la baisse du volume de l'investissement public et privé (dû à l'expectative des investisseurs par rapport à la politique du nouveau gouvernement) et du volume des transferts financiers des émigrants.

Une hausse du taux d'inflation, jusqu'à 4 pour cent, était également prévue pour 2001, comme résultat de l'augmentation de la monnaie en circulation en 2000, et à la hausse des prix des produits dérivés du pétrole.

Les objectifs du gouvernement concernant la production et l'inflation, à moyen et long terme (2001-03), sont les suivants : atteindre un taux de croissance réel du PIB de 6 pour cent et une réduction du taux d'inflation à des niveaux comparables à ceux de la zone euro.

La croissance du PIB résulte fondamentalement du niveau élevé des dépenses publiques, surtout dans les secteurs des transports et communications, d'infrastructures, d'énergie et de construction ; du dynamisme du secteur privé (tourisme, industrie et construction) ; et du renforcement de la base d'exportations du pays.

Cependant et malgré l'action positive des gouvernements successifs, l'économie du Cap Vert présente toujours les caractéristiques et les limitations traditionnelles, à savoir, le faible poids des secteurs primaire et secondaire.

Suite aux projets industriels, d'initiative privée, mis en œuvre dans les Parcs Industriels de Praia et Mindelo, le secteur secondaire occupe une place de plus en plus importante dans l'économie depuis 1985, ce qui est visible dans la structure des exportations (chaussures et vêtements représentaient plus de 75 pour cent du total en 1998). Une chute était prévue pour 2001 concernant le secteur des constructions (8.4 pour cent du PIB), comme conséquence prévisible de l'investissement public et de la stagnation des transferts financiers des émigrants.

Cependant, la participation relative du secteur secondaire au PIB tend à stagner et rester à 17-18 pour cent environ, dû à la croissance rapide et au poids grandissant du tourisme.

La décroissance vérifiée dans le secteur primaire résulte de la stagnation relative de ce secteur, ajoutée à une plus forte croissance absolue des autres secteurs. Les prévisions n'indiquaient pas de croissance pour le secteur primaire en 2001; prévue comme l'une des pires années agricoles, surtout à Santo Antão, ce qui a poussé le gouvernement du Cap Vert à demander l'aide des pays amis.

Tableau 2. **Structure du PIB**
(%)

	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Secteur Primaire	13.6	13.3	14.3	13.6	13.6	12.2	11.6	11.8	10.9
Secteur Secondaire	17.3	17.9	21.2	19.1	20.3	18.8	19.0	18.4	17.5
Secteur Tertiaire	69.0	68.8	64.4	67.3	66.1	69.0	69.4	69.8	71.6

Sources : Comptes Nationaux, Résultats Définitifs, Série 1985-1995, INE ;
Bulletin « Conjuntura », n° 3/98, INE, Ministère des Finances, Praia, décembre 1998 ;
Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ;
World Development Indicators Database, World Bank, 2000.

Les valeurs de l'année 2000 correspondent, en termes relatifs, à ceux de 1980, avec une diminution du poids du secteur primaire dans la structure du PIB en rapport à un accroissement du secteur tertiaire.

Cette situation détermine une forte dépendance des ressources externes. En fait, le poids du secteur tertiaire montre que la demande interne surpasse largement la capacité interne de production ; le dynamisme de l'activité commerciale provenant donc des transferts liquides de l'étranger et des importations.

Tableau 3. Sources et Utilisation des Ressources
(% du PIB)

	1996	1997	1998	1999	2000
PIB p.m.	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Importations CIF	54.9	55.9	55.3	57.8	57.1
Ressources Totales	154.9	155.9	155.3	157.8	157.1
Consommation	112.7	108.4	115.3	117.5	114.4
Public	34.9	27.5	24.8	31.3	36.8
Privée	77.8	80.9	90.5	86.2	77.6
FBCF	20.9	22.0	19.8	20.9	19.3
Variation des stocks					
Exportations FOB	21.3	25.5	20.2	19.3	23.4

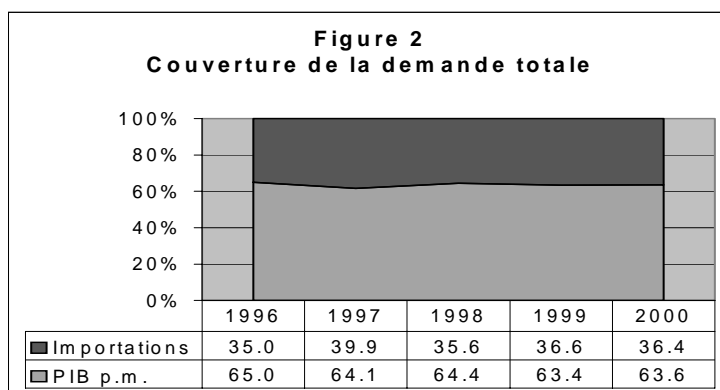
(% des Ressources Totales)

	1996	1997	1998	1999	2000
PIB p.m.	65.0	64.1	64.4	63.4	63.6
Importations CIF	35.0	35.9	35.6	36.6	36.4
Ressources Totales	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Consommation	72.7	69.5	74.3	74.5	72.8
Public	22.5	17.6	16.0	19.8	23.4
Privée	50.2	51.9	58.3	54.7	49.4
FBCF	13.5	14.1	12.7	13.2	12.3
Variation des stocks					
Exportations FOB	13.8	16.4	13.0	12.3	14.9

Sources: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ;
Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

En analysant le Tableau 3, sur les sources et l'utilisation des ressources dans la période 1996-2000, nous pouvons conclure ceci:

- le poids important de la production externe, qui correspond à 36 pour cent des ressources totales et à 56 pour cent du PIB, dans la période en question;
- dans l'optique de la dépense, la consommation correspond, en moyenne, à 72.7 pour cent des ressources totales, soit 113.7 pour cent du PIB ; la consommation privée absorbant 52.9 pour cent des ressources, soit 82.6 pour cent du PIB;
- les recettes moyennes des exportations, pour la période en question, couvrent 39 pour cent des importations (on peut remarquer une évolution positive concernant ce ratio), et le déficit commercial correspond à 34.3 pour cent du PIB;
- l'investissement correspond à 13.3 pour cent des ressources, soit 20.6 pour cent du PIB.



Sources: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ; Evolução das economias do PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

La Figure 2 montre le poids décisif des importations dans la satisfaction de la demande intérieure et cela malgré la stabilisation des importations à environ 36 pour cent des ressources totales disponibles.

Comptes Externes

Balance de Paiements

La Balance des Paiements, Tableau 4, met en évidence l'importance des transferts liquides dans la réponse à la demande excessive par rapport à la production intérieure, tout en nous offrant un aperçu clair des transactions avec l'étranger et en identifiant les ressources fondamentales au fonctionnement de l'économie.

Le déséquilibre commercial chronique crée des difficultés à l'équilibre du solde global de la Balance des Paiements. Les valeurs du déficit commercial, de 1996 à 2000, correspondent en moyenne à 88.6 pour cent des valeurs des importations, ce qui montre le faible poids des exportations (malgré les augmentations significatives déjà mentionnées des exportations).

Cependant, si nous examinons les flux des transactions actuelles, nous pouvons constater que le volume du déficit diminue progressivement et finit par devenir positif avec l'inclusion des flux des capitaux, à l'exemple des années 1996/97/99.

L'évolution de la Balance des Paiements montre l'énorme poids des transferts liquides sur son équilibre.

Les transferts privés, constitués dans leur majorité de transferts financiers des émigrants, ont présenté une décroissance en 1996-97, pour remonter à nouveau en 1998-2000. Les transferts privés et officiels (dons) ont présenté un comportement identique, à l'exception d'une décroissance brusque des transferts officiels en 2000.

Nous pouvons remarquer encore l'importance croissante de la Balance de Capitaux sur le déficit des Balances Commerciale et Courante, surtout en 1999. En 2000 — année d'intense activité politique — le solde de la Balance de Capitaux a montré une

décroissance significative, résultant en partie de l'expectative des investisseurs (nationaux et étrangers), qui attendaient les consignes politiques du futur gouvernement (suite aux élections du 14 janvier 2001).

Tableau 4. **Balance des Paiements**
(Base transactions)
(million de dollars)

	1996	1997	1998	1999	2000
Transactions courantes	-34,3	-42,1	-63,3	-80,9	-66,9
Hors transferts officiels	-79,5	-91,3	-112,5	-124,1	-88,4
Balance Commerciale	-176,0	-173,4	-185,2	-215,1	-193,6
Exportations FOB	29,6	37,7	22,6	7,9	23,9
Importations FOB	-205,7	-211,1	-207,8	-223,0	-217,6
Services Liquides	7,4	19,4	-4,5	-10,9	5,2
Non facteurs	77,5	91,3	86,2	105,8	106,6
Facteurs	-70,0	-71,9	-90,3	-116,5	-101,4
Transferts liquides	141,1	120	131,5	153,6	133,0
Privés	95,9	70,9	82,3	110,4	115,5
Officiels	45,2	49,2	49,2	43,2	21,5
Balance de Capitaux	76,4	22,2	43,0	122,9	46,9
Investissement Direct	28,3	11,5	8,8	66,5	31,4
Erreurs et omissions	-39,7	36,1	11,8	12,3	-29,1
Balance Globale	2,2	16,2	-8,6	54,3	-29,1
Financement	-2,4	-16,2	8,6	-54,3	49,2
Variation des réserves liquides	2,2	2,9	7,9	-29,0	20,9
Variation des paiements en retard (décroissance)	-4,5	-19,1	0,7	-16,3	28,3

Sources: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001;
World Development Indicators Database, World Bank, 2000 ;
Banque du Portugal, Evolução das economias do PALOP 2000/2001.

En 2002, la Balance des Paiements a enregistré à nouveau un solde négatif, résultant encore de la décroissance de l'investissement direct étranger (IDE) et de l'aide extérieure. Cela est lié aux difficultés du Cap Vert à remplir les conditions concernant les facilités de crédit avec le Portugal, stipulées dans l'Accord de Coopération Cambiale de 1998, ce qui a bloqué l'accès à ces facilités.

Évolution du Commerce Extérieur

Nous avons déjà souligné le poids des importations dans la couverture de la demande globale. En ce qui concerne les exportations, il est à noter que les exportations de biens continuent au-dessous des expectatives, malgré l'augmentation des exportations de biens en 2001, suite aux investissements dans quelques entreprises d'exportation visant à augmenter leur capacité installée.

Les exportations des services ont par contre enregistré une évolution significative en 2000, avec les recettes du tourisme présentant une croissance de 60 pour cent par rapport à 1999 et 410 pour cent par rapport à 1996.

Tableau 5. Destination des Exportations du Cap Vert
(%)

	1996	1997	1998	1999	2000	Moyenne
Portugal	77.9	74.1	88.9	89.7	80.1	82.1
Espagne	11.1	8.7	7.3	2.9	3.5	6.7
États-Unis	-	-	-	-	11.4	2.3
Autres	11.0	17.2	3.8	7.4	5.0	8.9
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Sources: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ;
Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

Le Portugal a consolidé sa position de principal fournisseur et client de l'économie du Cap Vert, comme nous pouvons le constater grâce à l'analyse des Tableaux 5 et 6.

Tableau 6. Origine des Importations du Cap Vert
(%)

	1996	1997	1998	1999	2000	Moyenne
Portugal	40,9	42,8	46,9	52,7	52,4	47,1
Hollande	7,6	11,0	6,8	17,8	13,0	11,2
France	5,6	9,2	5,0	2,4	4,4	5,3
États-Unis	3,6	9,4	5,6	3,4	3,6	5,1
Espagne	3,8	2,4	2,4	2,4	2,5	2,7
Allemagne	3,1	2,1	4,6	2,0	1,5	2,7
Royaume Uni	2,8	2,0	2,7	2,9	1,8	2,4
Autres	32,6	21,1	26,0	16,4	20,8	23,5
<i>Total</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ;
Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

Dette extérieure

Comme nous l'avons déjà mentionné, la Balance des Paiements a enregistré un solde négatif en 2000 dû surtout à la baisse de l'aide extérieure et des investissements directs étrangers (IDE).

Par conséquent, le solde a été financé par l'utilisation du stock des réserves extérieures, qui a donc baissé de 63 millions de dollars en 1999 à 35 millions de dollars en 2000, ce qui a provoqué une diminution de la couverture des importations par les réserves de 2.2 mois en 1999 à 1.3 mois en 2000.

Tableau 7. Réserves Extérieures
(millions de dollars)

	1996	1997	1998	1999	2000
Réserves de la Banque Centrale	55,0	45,9	35,6	63,1	35,0
Réserves/mois d'importations des biens et services	2,4	1,9	1,4	2,2	1,3

Sources: Banque du Cap Vert ;
Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ;
Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

Il est important d'améliorer ces ratios afin d'assurer les paiements internationaux.

La diminution des réserves et la croissance de la dette extérieure, associées à l'accumulation des retards de paiements, sont des résultats de la politique budgétaire excessivement expansionniste de l'année 2000, avec des conséquences négatives sur la Balance des Paiements, aggravées par la décroissance de l'aide extérieure.

Les valeurs de la dette extérieure contractée et effective, ainsi que celles de quelques ratios, sont mises en évidence et résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8. Évolution de la Dette Extérieure
(million de dollars)

	1996	1997	1998	1999	2000
Dette effective accumulée	201,8	215,8	236,9	285,1	292,8
Variation en %	15,5	6,9	9,3	20,3	2,7
Service des dettes à moyen et long termes	15,2	18,3	17,5	17,8	27,5
Dette extérieure totale en % du PIB	40,2	42,6	42,5	49,1	56,5
Dette en % des exportations	188,6	167,2	210,2	254,5	241,6
Service des dettes en % des exportations ^a	14,2	14,2	16,0	15,7	21,1

a) Exportations de biens et de services.

Sources: Banque du Cap Vert et Direction Générale du Trésor Public, Bulletin de Statistiques, 4ème trimestre de 1998, Banque du Cap Vert ; Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001.

Ces faits ont déterminé une augmentation significative de la dette extérieure en 1999 et 2000, qui a atteint 241.6 pour cent des exportations des biens et services et 56.5 pour cent du PIB en 2000.

Le poids du service de la dette en 2000 fut équivalent à 21.1 pour cent des exportations de biens et services.

Cependant, il faut souligner que malgré le poids croissant de la dette extérieure, celle-ci n'a pas encore surpassé le seuil d'alerte.

Nous pouvons remarquer comme aspect positif que le montant principal de la dette extérieure du Cap Vert correspond à des prêts à moyen et long termes, contractés dans des conditions favorables auprès d'entités financières multilatérales.

Aide Internationale

Depuis son indépendance en 1975, le Cap Vert bénéficie d'une aide internationale significative et décisive visant à promouvoir le développement et à pallier le déficit alimentaire chronique.

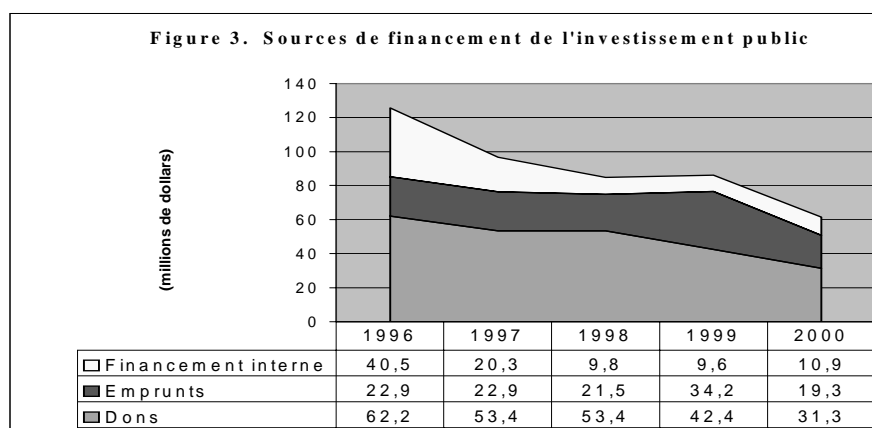
La manière claire et équilibrée d'investir le produit de l'aide internationale, ainsi que le bon fonctionnement de la démocratie et la stabilité politique, font que le Cap Vert mérite l'admiration et le respect de la communauté internationale. Ces facteurs ont été décisifs pour le maintien de l'indispensable aide internationale.

Tableau 9. Aide Extérieure et IDE
(millions de dollars)

	1996	1997	1998	1999	2000
Transferts courants (liquides)	141,1	120,0	131,5	153,6	133,0
Privés	95,9	70,9	82,3	110,4	111,5
dont : transferts des émigrants	90,9	69,8	71,8	78,6	82,9
Officiels	45,2	49,2	49,2	43,2	21,5
dont : aide alimentaire	12,3	11,6	10,3	8,5	6,1
Transferts de Capital (liquides)	12,8	6,3	25,4	28,6	27,4
Soutien aux projets	12,8	6,3	5,4	5,8	4,9
Soutien au « Trust Fund »			16,0	18,4	11,0
Autres			4,1	4,4	11,6
Investissement Direct Étranger	28,3	11,5	8,8	66,5	31,4
Privatisations				52,9	21,0

Sources: Banque du Cap Vert ;
Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ;
Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

L'importance de l'aide internationale est mise en évidence dans la Figure 3, qui montre la provenance du financement de l'investissement public entre 1996 et 2000.



Sources: Banque du Cap Vert ; Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ;
Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

D'ailleurs, le financement extérieur assura en 2000 l'exécution de 80 pour cent du Programme d'Investissement Public. Cependant, le volume de financement, avec des répercussions sur l'investissement public, a baissé de moitié par rapport à 1996.

L'aide alimentaire (pour les huiles alimentaires, le riz et le maïs, en particulier) a un rôle décisif dans la mise en œuvre du Programme de Réduction de la Pauvreté, malgré le fait d'avoir suivi la tendance de diminution des transferts officiels en 1999 et 2000.

Nous devons remarquer une baisse des transferts courants en 2000, suite à la chute des transferts officiels. Nous pouvons cependant signaler comme facteur positif que les transferts privés ont atteint leur volume maximum absolu en 1999 et 2000 ; avec les transferts des émigrants atteignant respectivement 78.6 et 82.9 millions de dollars.

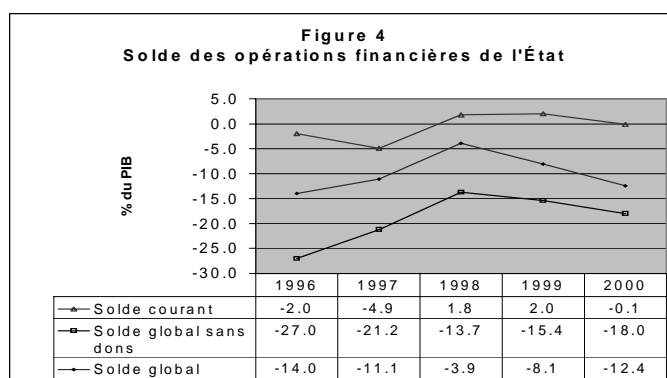
Il est important de remarquer aussi le poids croissant des transferts de capital dans le volume global d'aide internationale, résultant surtout du soutien au « Trust Fund ». Ceci malgré la chute brusque des transferts de capital destinés au soutien des projets.

L'Investissement Direct Étranger (IDE), après une vertigineuse montée en 1999, résultant des privatisations, a enregistré une chute accentuée en 2000.

Finalement, il est important de souligner le poids majoritaire des dons dans la composition de l'aide internationale.

Finances Publiques

L'évolution du déficit budgétaire du Cap Vert par rapport au PIB est présentée dans la Figure 4.



Sources: Banque du Cap Vert ;
Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, May 2001 ;
Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

L'évolution des opérations financières de l'État entre 1996 et 2000 est présentée dans le Tableau 10.

La détérioration des finances publiques enregistrée en 2000 est le résultat du penchant expansionniste vérifié dans la sphère des dépenses (dû surtout à la politique

de prix des carburants) et de la rétraction des recettes (en particulier les dons). Cette situation défavorable a résulté encore d'accumulation des paiements en retard de la dette extérieure et à l'augmentation de la dette intérieure.

Le déficit budgétaire global de 2000 représenta l'équivalent de 12.4 pour cent du PIB (des déficits moins importants furent enregistrés en 1998 et 1999) à cause de l'accroissement des dépenses extraordinaires relatives à la prise en charge des effets négatifs de la sécheresse de 1999 (emploi des populations affectées dans des travaux publics).

L'évolution des dépenses courantes, 5 pour cent au-dessus des prévisions budgétaires, reflète la tendance expansionniste mentionnée plus haut.

Tableau 10. Opérations financières de l'État
(million de dollars)

	1996	1997	1998	1999	2000
<i>1. Recettes totales</i>	170,2	157,1	172,4	176,7	146,3
1.1. Recettes budgétaires	104,7	97,5	118,4	133,7	115,0
1.2. Dons	65,5	51,0	53,4	43,0	31,3
1.3. Transferts d'entreprises publiques	0,0	8,6	0,7	0,0	0,0
<i>2. Dépenses totales</i>	240,3	213,5	193,3	224,6	215,6
2.1. Dépenses courantes	114,7	122,2	108,6	121,8	115,6
2.2. Dépenses d'investissement	125,6	91,3	84,7	83,4	61,5
2.3. Dépenses extraordinaires				19,4	38,5
<i>3. Solde courant: (1.1)-(2.1)</i>	-10,0	-24,8	9,8	11,9	-0,6
<i>4. Solde Global (sauf dons): (1)-(2)-(1.2)</i>	-135,6	-107,4	-74,3	-90,8	-100,6
<i>5. Solde Global (Base compromis): (1)-(2)</i>	-70,1	-56,4	-20,9	-47,8	-69,3
<i>6. Variation des paiements en retard</i>	4,5	-14,8	0,1	4,0	12,7
<i>7. Allègement de la dette</i>		15,7	0,2		
<i>8. Solde Global (Base Caisse): (5)+(6)+(7)</i>	-65,6	-55,5	-20,6	-43,8	-56,6
<i>9. Financement</i>	65,6	55,5	20,6	43,8	56,6
9.1. Intérieur	49,0	45,2		36,1	60,0
9.2. Extérieur	16,5	10,3	20,6	7,7	-3,4
<i>10. Bilan: (8)+(9)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources: Banque du Cap Vert ; Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ; Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

L'accroissement vérifié dans le domaine des subventions et des transferts — canalisés vers les entreprises d'importation de carburants, pour compenser le maintien des prix internes dans une période où les prix internationaux présentaient des hausses significatives — contribua à la tendance expansionniste mentionnée précédemment.

Le secteur bancaire reste la principale source de financement du déficit des dernières années, ce qui a résulté dans l'augmentation accélérée de la dette intérieure.

Dette intérieure

Les déséquilibres macro-économiques — facteurs déterminants pour l'augmentation de la dette intérieure et la dilapidation virtuelle des réserves extérieures — enregistrés jusqu'à 1997 résultent d'une libéralisation économique effectuée sans restrictions fiscales suffisantes et, la garantie par l'État du passif des entreprises publiques en voie de restructuration et privatisation.

Tableau 11. **Évolution de la dette intérieure**
(million de dollars)

	1996	1997	1998	1999	2000
Dette intérieure totale	230,8	195,8	187,6	176,2	224,1
TRMF ^a				66,3	91,5
Dette intérieure liquide	230,8	195,8	187,6	109,9	132,6
Dette intérieure totale en % du PIB	46,0	38,7	34,7	30,0	40,1

a) TRMF : titres de rendements associés au « Trust Fund ».

Source: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001.

Dans le but de trouver une solution au problème de la dette intérieure, le gouvernement adopta en 1998 un ensemble de mesures politiques visant à la stabilisation économique, qui peuvent être résumées comme suit :

- l'application effective du non-recours au financement intérieur du déficit budgétaire ;
- la signature du « Precautionary Stand By Arrangement » avec le Fonds Monétaire International (FMI), visant à la création de conditions d'une contribution par les partenaires de 100 millions de dollars à l'opération de paiement de la dette intérieure, estimée à l'époque à 180 millions de dollars environ, à travers la création d'un « Off Shore Trust Fund » ; le 80 millions restants seraient tirés des recettes des privatisations ;
- la mise en œuvre du Programme de Réformes Économiques, avec le soutien de la Banque Mondiale (BM), ce qui comprenait la réforme de l'administration publique, l'intensification des privatisations, le renforcement du secteur privé et la réduction du rôle de l'État dans la structure productive ;
- l'établissement de l'Accord de Coopération Cambiale avec le Portugal, visant à assurer la convertibilité à parité fixe entre l'escudo capverdien et l'ancien escudo portugais (actuellement l'euro).

Les principaux partenaires pour le développement de cet ensemble de mesures visant à résoudre le problème de la dette intérieure sont : l'Association internationale de développement (AID), avec 30 millions de dollars ; l'Union européenne (UE), avec 20 millions de dollars, la Banque Africaine de Développement (BAD), qui participe au soulagement de la dette intérieure avec 4 millions de dollars, le Portugal ; la Suisse ; l'Autriche et la Suède.

Le but de ces mesures était de consolider la dette intérieure (sa conversion en dette à long terme), sa transformation en dette extérieure et, à travers l'établissement du « Trust Fund », d'éviter la monétarisation et garantir la convertibilité de l'escudo capverdien en des devises européennes.

Dans le contexte de ce Programme, le Cap Vert a enregistré des progrès significatifs en 1998-99. Des mesures visant à créer un climat favorable au développement du secteur privé ont été effectivement établies, ce qui a résulté d'importants progrès concernant le processus de privatisations, élément clé dans le programme de réduction de la dette intérieure.

Cependant, la sécheresse — qui a détruit une grande partie de la récolte de 1999 — ajoutée à l'effort public visant à minimiser ses conséquences néfastes, a provoqué l'augmentation de la dépense publique. Cette augmentation, ajoutée aux détournements fiscaux, a provoqué à son tour une forte pression sur la Balance de Paiements.

En 2000, la situation fiscale se détériora et l'activité économique ralentit, résultant presque dans l'annulation de tous les résultats atteints au cours des deux années précédentes.

Le recours au crédit bancaire a provoqué l'accroissement du stock de la dette intérieure publique.

À la date du 28 février 2000, environ 101.1 millions de dollars (des 180 millions de dollars alloués) avaient été rassemblés et déposés dans un compte spécial au Citibank de New York.

Tableau 12. **Situation du « Trust Fund »**

	Montant (millions de dollars)	Total	Objectif	Différence
1. Dépôts effectués jusqu'au 28/02/2000				
Donateurs				
AID	29.1			
Union Européenne	10.0			
Portugal	10.0			
Suisse	3.8			
BAD	4.0			
Autriche	2.0			
Hollande	2.3			
Suède	1.5			
Intérêts (réinvestissement)	1.2	63.9	100.0	36.1
2. Ressources internes				
Privatisations		37.2	80.0	42.8
Total général		101.1	180.0	78.9

Source: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001.

Il est prévu cependant que les privatisations de la période 2001-02 produisent au moins 64.9 millions de dollars (42.8 utilisés pour renforcer le « Trust Fund » et 22.1 pour soulager le déficit budgétaire).

Le bilan, passé et futur, de la situation du processus de privatisations est présenté dans le Tableau 13.

**Tableau 13. Recettes Prévues des Privatisations
(dollars)**

	1998	1999	2000	2001-02	Total
Privatisations- Recettes totales	1,2	52,6	39,4	64,9	158,1
Utilisation:					
« Trust Fund »		15,0	22,2	42,8	80,0
Aide au déficit budgétaire	1,2	37,6	14,5	22,1	75,4
Rétention			2,7		2,7

Source: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001.

Situation Monétaire, Financière et Cambiale

En ce qui concerne la mise en œuvre de la politique monétaire, le Cap Vert a enregistré au cours de l'année 2000 une baisse par rapport à 1999. Effectivement, les actifs extérieurs liquides de la Banque du Cap Vert correspondaient à 2.2 mois d'importations en 199, contre 1.3 mois seulement en décembre 2000.

Tableau 14

	1996	1997	1998	1999	2000
Monnaie et Crédit (variation annuelle en %)					
Masse monétaire	12,6	11,2	2,7	15,2	13,3
Crédit Interne	10,3	20,3	6,1	14,4	24,8
SPA - Secteur public administratif	14,7	14,7	-0,4	6,1	55,5
Économie	6,2	25,8	11,9	15,7	2,3
Taux de change (moyennes)					
Nominal ECV/USD	82,6	93,2	98,2	102,7	115,9
ITCE réel (base 100: 1992)	95,9	103,4	103,9	104,7	98,4
Taux d'intérêt					
Passif, à 1 an	8,28	8,0	7,88	7,36	6,82
Billets du Trésor, à 91 jours		7,44	6,87	5,37	8,69

Sources: Banque du Cap Vert ; Staff Report for the 2001 Article IV Consultation, FMI, mai 2001 ; Evolução das Economias dos PALOP 2000/2001, Banque du Portugal.

La pression provoquée par les nécessités du (mobilisation de ressources nécessaires) financement du secteur public conditionna la situation monétaire en 2000 ; le crédit au secteur public administratif (SPA) enregistrant un accroissement de 55.5 pour cent (l'accroissement prévu était de 2.3 pour cent).

Parmi les conséquences négatives résultantes de l'augmentation des nécessités du financement de l'État, nous pouvons mentionner l'élévation des taux d'intérêts, à partir du premier semestre de l'année 2000. Depuis les taux d'intérêt sont restés depuis à un niveau assez élevé.

III. MÉCANISMES ET INSTRUMENTS DE SOUTIEN AU SECTEUR PRIVÉ

Comme nous l'avons déjà conclu, la solution pour le développement auto-soutenu et durable (non dépendant de l'aide externe) réside dans l'élargissement de la base productive intérieure, dans l'augmentation de la compétitivité et dans la stabilité macro-économique, de façon à encourager l'investissement intérieur et extérieur.

Pour ce faire, le Cap Vert offre des avantages concurrentiels ; crée des opportunités d'investissement ; possède une législation visant à attirer et faciliter l'investissement intérieur et extérieur des institutions de soutien à la promotion du développement entrepreneurial intérieur et de soutien à l'investisseur extérieur; ainsi qu'un mouvement associatif d'entreprises dynamiques.

Passons maintenant à l'analyse des mécanismes et instruments de soutien au secteur privé mentionnés plus haut.

Avantages concurrentielles du Cap Vert

Nous pouvons souligner, en résumé, les avantages comparatifs suivants :

La localisation géographique privilégiée

- Le Cap Vert est situé au « centre » d'un croisement des routes maritimes et aériennes. Sa localisation géographique a toujours été déterminante dans la performance économique de l'archipel et représente un des principaux avantages comparatifs du pays. Cependant, tant le Port de Mindelo comme l'aéroport de Sal sont vulnérables à des événements externes, soit politiques soit technologiques, passibles de restreindre l'importance de la localisation géographique du pays.

La stabilité sociale et politique

- Le Cap Vert est un pays socialement stable, sans conflits ethniques ou religieux, où la sécurité des citoyens est assurée et la propriété privée garantie. Du point de vue politique, un système parlementaire pluraliste est en vigueur, basé sur la tenue d'élections libres, permettant l'alternance politique. De 1975 à 2001, la tranquillité politique a toujours régné au Cap Vert, malgré l'alternance politique (1975-1990 : PAICV - Parti africain pour l'indépendance du Cap Vert ; 1991-2001 : MpD - Mouvement pour la démocratie ; et à partir de 2001 : le PAICV à nouveau).

Les ressources humaines

- Les ressources humaines représentent la meilleure ressource du Cap Vert. Pour des raisons historiques, mais aussi grâce à l'investissement dans le domaine de l'éducation après l'indépendance, le Cap Vert possède, comparée à la moyenne africaine, une main-d'œuvre jeune, mais qualifiée, ayant une bonne capacité d'apprentissage et d'adaptation aux processus technologiques complexes, ainsi que des hauts niveaux de productivité après formation professionnelle. Le niveau des salaires est également compétitif.

Le prestige international

- Le Cap Vert a mérité son prestige et le respect de la communauté internationale, grâce à la manière judicieuse de gérer ses ressources intérieures et extérieures (aide publique). Malgré le manque des devises du pays, le Cap Vert est perçu comme un partenaire qui a la capacité et la volonté d'effectuer des paiements internationaux. Ceci malgré le fait de présenter un « risque pays » assez élevé, i.e. niveau C (environnement économique et politique incertain qui pourrait affecter les paiements), selon l'évaluation du Guide Risque Pays 2001 (édité par la COFACE), à court et long terme.

Le soutien au secteur privé

- Après 1991, le gouvernement du Cap Vert préconise un modèle selon lequel le secteur privé est considéré comme le moteur de l'économie.

La convertibilité de l'escudo capverdien (ECV)

- La pleine convertibilité à parité fixe, entre l'escudo capverdien et l'ancien escudo portugais (actuellement l'euro), est assurée par l'accord cambial avec le Portugal.

Le potentiel touristique

- Le potentiel touristique constitue un autre avantage comparatif du Cap Vert. Pour le développement de ce potentiel, le Cap Vert dispose d'un système de transports aériens et maritimes qui lie le pays à l'Europe, l'Amérique et les pays du continent africain, de façon régulière, ce qui facilite les affaires.

L'environnement législatif propice à l'investissement et aux affaires

- Le Cap Vert possède un ensemble d'instruments législatifs à fort impact dans le domaine de l'économie, à savoir la loi de l'investissement externe, la loi des entreprises franches, les subventions à l'exportation et la législation commerciale et fiscale. Ces instruments ont fait leurs preuves dans le domaine de la création d'un climat législatif et réglementaire propice au développement des affaires, et capable d'attirer l'investissement extérieur.

L'accès préférentiel aux marchés externes

- À travers ses accords internationaux, le Cap Vert bénéficie d'un accès préférentiel à l'Europe (Convention de Lomé), les États-Unis (Système Généralisé des Préférences des États-Unis) et l'Afrique Occidentale (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest - CEDEAO).

Opportunités d'investissement

La réalisation de l'investissement pourra assumer différentes formes, selon le type de projet et la capacité technique et financière de l'investisseur potentiel.

Nous pouvons donc considérer les possibilités suivantes :

- l'acquisition d'entreprises déjà établies, et leur restructuration et réhabilitation, en ayant recours à l'entrée des capitaux, l'utilisation de technologies nouvelles, l'utilisation de nouveaux canaux de distribution, ou encore l'accès à des nouveaux marchés ;
- délocalisation industrielle, visant à transformer des composants importés (assemblage) et à exporter la production finale ;
- investissement direct dans de nouvelles entreprises (ayant ou non recours à des partenaires locaux) ;
- participation dans le processus de privatisations des entreprises publiques (en cours).

Le Cap Vert étant un État membre de la CEDEAO, il est possible d'envisager la réalisation d'investissements « triangulaires », qui effectuent la transformation (par des unités basées au Cap Vert) des matières premières provenant du continent (par exemple, la Guinée Bissau et le Sénégal), ainsi que la commercialisation de la production finale sur les marchés des consommateurs (interne et externe).

Nous pouvons énumérer, de façon résumée, les opportunités d'investissement suivantes (par secteurs d'activité économique) :

- agriculture: production de produits susceptibles d'être exportés, comme par exemple, la banane et les fleurs ornementales;
- pêcheries: possibilité de créer des entreprises (mixtes et privées) bénéficiant des accords et des licences de pêche dans les eaux des pays de la région ; des entreprises destinées à la transformation, conservation et commercialisation des produits de la mer ; l'installation d'unités destinées à l'assistance à la flotte de pêche (qui est actuellement petite, et devra être développée) et encore, la création d'entreprises industrielles pour la conservation des pêcheries (industrie du froid);
- industrie extractive: malgré le manque de ressources, il est important de souligner les possibilités suivantes :le sel, d'une capacité d'exploitation estimée à 400.000 tonnes/année ; le mélange calcaire-argile, utilisé dans la construction (production du béton) ; et l'abattage des roches, pour l'obtention de gravillons et sable,

destinés à la construction et aux travaux publics, et qui pourraient entre autres remplacer les importations et/ou la non utilisation du sable des plages (par ailleurs, interdite).

- industrie de transformation: surtout dans les secteurs de l'alimentation et des boissons, des textiles, des vêtements et du cuir et, encore, des composants pour l'industrie électronique et informatique (hardware);
- construction et travaux publics: la production des préfabriqués pourrait être envisagée ; étant donné le poids de ce secteur;
- transports, communications et énergie: la privatisation des Transports Aériens du Cap Vert (TACV) ; du transport maritime (marchandises et passagers) reliant les îles, du transport interurbain de passagers et des projets destinés à l'utilisation des énergies renouvelables (éolien et solaire);
- santé et éducation: la création de cliniques privées dans les Zones de Développement Touristique Intégral (ZDTI) et l'assistance technique à la réalisation d'activités de formation professionnelle en général, et en particulier, dans le domaine de l'administration publique (centrale et, surtout, local);
- tourisme: la concession pour l'exploitation touristique des ZDTI pourra constituer une bonne opportunité d'investissement (surtout en partenariat avec le secteur privé national);
- activités de conseil (consulting) : surtout dans le domaine des technologies d'information et gestion, à savoir, la production des logiciels spécifiques destinés à la gestion d'entreprises.

Contexte de l'investissement

Comme nous l'avons déjà constaté, le gouvernement du Cap Vert accorde à l'initiative privée et au marché, le rôle de « moteur » du développement économique, tout en s'occupant lui-même de la réglementation et la fiscalisation. En vue de cela, et étant donné le manque de ressources financières du secteur privé intérieur (constitué dans sa majorité de micro-entreprises), l'investissement extérieur est considéré comme prioritaire et essentiel au développement économique.

La révision de la législation sur l'investissement direct étranger et l'approbation de lois facilitant l'établissement des entreprises d'exportation de la production sont autant des mesures prises afin d'attirer l'investissement extérieur. Dans le domaine du travail, également, la révision de la législation a permis une plus grande flexibilité et la mise en application d'incitations facilitant la création d'emplois.

Les incitations proposées aux investisseurs par la législation capverdienne sont les suivantes :

- à l'investisseur extérieur: exemption des taxes sur les intérêts sur le capital pendant les cinq premières années ; taxe de 10 pour cent sur les bénéfices et intérêts après les cinq premières années ; transfert à l'étranger de la totalité des bénéfices ; comptes en monnaie étrangère gérés de façon privée ; réduction des

- impôts sur les bénéfices calculée en proportion aux recettes des exportations en devises ; et exemption d'impôts, droits et taxes sur des matières premières, des biens semi-finis et finis destinés exclusivement à l'exportation;
- aux entreprises franches: exemption de l'impôt sur les rendements pendant dix années ; après ces dix années et durant toute la vie de l'entreprise, un impôt unique de 15 pour cent sur les rendements ; l'exemption totale des droits douaniers sur les équipements, les matières premières et les produits semi-finis utilisés dans la production;
 - industrie: exemption de l'impôt sur le rendement pendant les trois premières années, déduction de l'impôt sur les rendements par rapport aux bénéfices réinvestis ; exemption du paiement des droits et taxes douanières sur l'importation d'équipements et matières premières utilisées dans la production et, encore, de tous les matériaux utilisés dans la construction des usines;
 - tourisme: exemption fiscale de 100 pour cent pendant les cinq premières années et réduction de 50 pour cent de l'impôt sur les rendements pendant les dix années suivantes ; exemption des droits douaniers sur l'importation de matériaux destinés à la construction et exploitation des hôtels et stations touristiques ; déduction des impôts sur les intérêts réinvestis dans des activités de la même branche ; et déduction fiscale des dépenses relatives à la formation du personnel de nationalité capverdienne;
 - pêches: exemption des droits d'importation, d'émoluments douaniers et d'autres charges applicables à des embarcations de pêche équipées ; exemption des droits d'importation et de l'impôt sur les moteurs, les pièces détachées et les instruments des embarcations et exemption de l'impôt sur la consommation et des émoluments applicables aux matériaux de pêche restants.

En plus de ces avantages, opportunités et incitations à l'investissement, il est important de mentionner aussi que les coûts des facteurs de production, à l'exception des coûts de l'énergie et l'eau, sont relativement compétitifs.

Volume d'investissement extérieur et son impact sur l'emploi

Comme nous l'avons déjà remarqué, l'investissement extérieur a un fort impact positif sur la Balance de paiements. Il est important d'analyser aussi l'impact en matière d'innovations apportées au tissu entrepreneurial du pays et en matière de diversification des activités économiques. Cependant, il est surtout déterminant pour le Cap Vert d'évaluer l'impact de l'investissement externe sur l'emploi.

Selon les estimations du Centre de promotion touristique, de l'investissement et des exportations du Cap Vert (PROMEX), 144 projets d'investissements ont été approuvés entre 1994 et 1999, (43 pour cent dans l'industrie, 29 pour cent dans le tourisme et 27 pour cent dans différents secteurs), en particulier dans les secteurs des pêcheries, des services, de transport maritime et de la construction civile.

Tableau 15. Investissement Extérieur
(million de dollars)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Total
Industrie	17,7	15,4	3,8	16,7	20,9	7,3	5,3	87,1
Tourisme	8,1	37,5	4,6	20,3	161,9	33,6	31,9	297,9
Services touristiques	0,2			1,8	1,8	5,2		9,0
Autres	2,5	14,6	23,2	21,0	39,0	20,1	6,1	126,5
<i>Total</i>	28,5	67,5	31,6	59,8	223,6	66,2	43,3	520,5

Source: PROMEX (Centre de Promotion Touristique, de l'Investissement e des Exportations), 2001.

La valeur des investissements externes entre 1994 et 2000, selon le Tableau 15, était de l'ordre de 520.5 millions de dollars environ, 16.8 pour cent étant utilisés dans l'industrie, 57.2 pour cent dans le tourisme et 26 pour cent dans les secteurs restants.

Plus de 10.000 emplois ont été créés par les projets réalisés, 66 pour cent dans l'industrie, 26 pour cent dans le tourisme et les 8 pour cent restants dans différents secteurs.

L'ensemble des investissements de 1999, particulièrement ceux effectués dans le contexte des entreprises franches, a généré 60 millions de dollars.

Les projets en phase d'investissement durant le premier semestre de 2002 correspondaient à des investissements globaux de l'ordre de 260 millions de dollars ; 85 pour cent étant utilisés dans le tourisme (excepté les services touristiques avec 1.7 pour cent et les infrastructures touristiques avec 7.7 pour cent), et 4.8 pour cent dans l'industrie.

La valeur des investissements et les emplois générés par les projets en phase opérationnelle pendant 2001 ainsi seront analysés dans le tableau suivant.

Tableau 16. Projets mis en œuvre

	Investissement (millions de dollars)		Emploi	
	Total	%	Total	%
Industrie	43,5	23,1	2.139	65,2
Tourisme	59,4	31,6	746	22,8
Services touristiques	4,4	2,3	97	3,0
Autres	81,1	43,0	296	9,0
<i>Total</i>	188,4	100,0	3.278	100,0

Source: PROMEX (Centre de Promotion Touristique, de l'Investissement et des Exportations), 2001.

Nous constatons une fois de plus que ce sont les projets industriels qui génèrent la création du plus grand nombre d'emplois, et que les projets touristiques affichent le plus gros volume d'investissements.

De par leur importance et à titre d'exemple, nous mentionnons ici deux grands projets ayant un fort impact positif sur l'emploi, les exportations et la création des infrastructures :

- « Cape Verde Clothing Company », projet dans le domaine de la confection, créé par des investisseurs de Hong-Kong, et qui emploie actuellement 600 travailleurs. Après conclusion des trois phases prévues, l'usine, situé à S. Vicente, emploiera environ 3.000 travailleurs et présentera un volume annuel d'exportations d'environ 38 millions de dollars.
- Projet de création d'infrastructures dans la zone touristique de Ponta Preta, dans l'île de Sal, représentant un investissement de 20 millions de dollars, réalisé par une « joint-venture » constituée par des investisseurs des Canaries et du Cap Vert. Le projet a comme objectif la construction des voies d'accès et de circulation, des installations pour la production de l'eau et de l'énergie, et d'un système de traitement et gestion de déchets en plus.

Institutions visant à la promotion de l'investissement et au développement entrepreneurial

Le Centre de Promotion Touristique, de l'Investissement et des Exportations (PROMEX) fut créé en 1990, ayant pour objectif la promotion de l'investissement extérieur, de l'image du pays, du tourisme et des exportations. PROMEX est le seul comptoir d'assistance à l'investisseur extérieur.

Le PROMEX est chargé d'identifier et d'évaluer la capacité et la crédibilité de l'investisseur externe, d'aider l'investisseur dans ses contacts avec les entités publiques et privées nationales ; donner du soutien logistique et accélérer le processus d'autorisation d'investissement, identifier des partenaires nationaux, constituer des « joint-ventures », chercher des investissements et donner des informations générales sur l'économie et les conditions d'investissement extérieur au Cap Vert.

Le PROMEX est encore responsable de la gestion des Zones de Développement Touristique Intégrales, des Parcs Industriels (de Praia et Mindelo), et de la négociation et concession des terrains.

L'Institut d'Appui au Développement Entrepreneurial (IADE) fut créé en 1992 afin de promouvoir le développement de la capacité entrepreneurial national et une meilleure utilisation de la capacité productive installée, particulièrement des petites et moyennes entreprises.

L'IADE identifie et divulgue des idées des projets potentiellement viables et offre de l'assistance technique aux promoteurs et entreprises dans l'élaboration, évaluation et/ou reformulation des études et projets d'investissement.

L'IADE gère en plus des programmes de soutien et assistance au secteur entrepreneurial, comme par exemple le Programme de Promotion Entrepreneurial (PROFE) et le Soutien à l'Initiative des Jeunes Entrepreneurs (AIJE), et fonctionne aussi comme « antenne » du Centre pour le Développement de l'Entreprise (CDE), qui siège à Bruxelles.

L'Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (IEFP) a pour objectif la promotion du secteur d'activité privée et s'occupe du soutien aux micro-entreprises et de la promotion de l'emploi. La Direction Générale du Commerce et de la Concurrence ainsi

que la Direction Générale de l'Industrie et de l'Énergie ont un rôle important dans la promotion d'un climat favorable à la création et la consolidation des petites, moyennes et micro-entreprises.

D'un autre côté, la Caisse Économique du Cap Vert (CECV) assure la gestion des lignes de crédit aux micro-entreprises.

En plus de ces deux institutions publiques, il existe au Cap Vert un mouvement associatif d'entreprises dynamique. Les associations d'entreprises plus représentatives sont les partenaires préférentiels de l'IEFP dans le domaine du développement des politiques de soutien des micro-entreprises.

Il existe deux Chambres de Commerce, de l'Industrie et des Services, et deux Associations d'Entreprises, situées à Barlavento et Sotavento.

L'Association Commerciale de Sotavento (ACS), siégeant à Praia et fondée en août 1918, a pour objectif principal la surveillance et la protection des intérêts généraux et communs du commerce sur tout le territoire national, et en particulier dans les îles de Sotavento.

Son travail de soutien et de développement de l'activité commerciale comprend :

- Information et services;
- Foires, Congrès et Expositions;
- Développement des relations commerciales;
- Formation professionnelle.

De son côté, l'Association Commerciale, Industrielle et Agricole de Barlavento (ACIAB), qui siège à Mindelo, fondée en avril 1918, a également pour objectif principal la protection des intérêts généraux du commerce, de l'industrie et de l'agriculture sur tout le pays, et en particulier dans les îles de Barlavento.

Le programme d'action de l'ACIAB inclut la promotion entrepreneuriale, la facilitation de l'investissement et de l'initiative privée, la formation professionnelle et la promotion des associations d'entreprises.

La Chambre de Commerce, de l'Industrie et des Services de Sotavento, siégeant à Praia et fondée en novembre de 1995, a pour objectifs principaux :

- servir d'intermédiaire et de liaison entre les agents économiques, ses associés et les pouvoirs publics;
- analyser les problèmes qui affectent les secteurs économiques concernés et proposer des mesures pertinentes visant à sa résolution;
- présenter aux organes, institutions et autorités compétentes, des propositions et suggestions visant à améliorer l'exercice des activités concernées.

Parmi ces principaux travaux, il est important de remarquer :

- la création de la Cellule d'Assistance Technique aux Entreprises (NATE), pour la prestation des services d'assistance, d'identification des nécessités et sélection/encadrement de propositions;

- l'organisation d'un Forum d'Entreprises, précédé de Séminaires régionaux sectoriels, visant à rassembler des contributions concernant la résolution des principaux problèmes qui affectent les entrepreneurs;
- l'organisation de Missions Entrepreneuriales à l'étranger et la co-organisation de Missions Entrepreneuriales au Cap Vert;
- la réalisation des études de marché, par champs d'intérêt et régions, visant à assurer une plus grande dynamique dans les relations entrepreneuriales.

Enfin, la Chambre de Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture et des Services de Barlavento (CCIASB), avec siège à Mindelo, fondée le 6 décembre 1996, a pour objectifs principaux l'aide à la concrétisation des affaires, la promotion de la croissance de l'emploi ainsi que de la compétitivité entre les entreprises nationales.

La CCIASB s'occupe de la prestation des services aux associés, ainsi que de la promotion du développement de relations avec l'État et les municipalités, et avec les Chambres et les clubs d'entreprises nationales et étrangères.

Comme nous pouvons le constater, le rôle des Chambres et des Associations d'Entreprises peut être déterminant pour la concrétisation de l'objectif d'élargir la base productive de l'économie capverdienne. Elles doivent cependant renforcer leur capacité technique d'intervention en utilisant pour cela le soutien et la coopération des Associations d'Entreprise étrangères.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

Le Cap Vert est un pays avec peu de ressources naturelles, mais qui possède des avantages comparatifs importants, à savoir, la stabilité politique, économique et social, la qualité des ressources humaines, et sa position géographique privilégiée, comme plateforme de liaison entre l'Europe, le Continent américain et les autres pays de l'Afrique.

Le Cap Vert présente une bonne performance économique, malgré les facteurs restrictifs auxquels il est confronté (petite dimension, insularité, manque des ressources, sécheresse). Cependant, il est encore très dépendant de l'aide extérieure pour qu'il continue d'assurer cette performance.

Cette situation résulte du déséquilibre entre la production intérieure et les nécessités de la population résidante, contraignant le pays à importer la plus grande partie des biens de consommation nécessaires.

La solution du problème serait d'améliorer la structure productive de façon à renforcer la qualité et la quantité de l'offre et à permettre l'affectation efficace des très rares ressources disponibles, et d'assurer le développement durable.

Pour cela il est important de promouvoir l'insertion du Cap Vert dans l'économie mondiale, assurer la restructuration du secteur privé et attirer l'investissement étranger afin de créer une structure productive moderne, compétitive, rentable et de haute productivité.

L'investissement extérieur pourra et devra jouer un rôle important dans ce processus. D'ailleurs, les ressources, les marchés, la capacité de gestion et d'organisation qui en résultent, et surtout l'utilisation des avantages et opportunités offertes par le gouvernement *en partenariat* avec les entrepreneurs capverdiens, constituent des atouts très importants pour le développement auto-soutenu et durable du pays.

Un rôle déterminant fut et sera encore réservé aux partenaires extérieurs dans le domaine du développement. L'aide publique au développement reste primordiale, surtout dans la concrétisation des investissements publics et l'équilibre de la Balance des Paiements.

À court terme, il y a des problèmes qui requièrent une solution immédiate. C'est le cas de la dette intérieure, fortement liée au processus de privatisations en cours et de l'aide extérieure (desquels elle est parfois dépendante).

Il faudrait en même temps assurer la stabilité macro-économique, celle-ci étant une condition indispensable à une croissance économique sur des bases solides. Pour cela, il est nécessaire de contrôler le déficit budgétaire, l'inflation et l'équilibre extérieur.

D'un autre côté, il faudra gérer d'une manière rigoureuse l'endettement extérieur, qui continue à croître tandis que les réserves diminuent. En tenant compte des caractéristiques spécifiques du Cap Vert — faible capacité de production des biens exportables, rigidité des importations et vulnérabilité aux influences extérieures — la variable «endettement extérieur» requiert un suivi attentif.

Il faudra promouvoir, parallèlement, l'élargissement de la base productive nationale, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, des pêcheries, de l'industrie légère et des services (en soulignant aussi le tourisme).

Une attention particulière devrait être accordée à l'éducation et à la formation professionnelle, étant donné que le succès des politiques économiques et du développement durable dépend fortement de l'existence d'une main d'œuvre qualifiée.

Il y a beaucoup à faire. Ce qui reste à faire est difficile, mais pas impossible, surtout avec l'aide internationale en ce qui concerne la réalisation des ajustements nécessaires, avec l'investissement direct étranger, qui facilite la conciliation entre croissance et équilibre externe, et finalement, avec la capacité de réaliser les réformes nécessaires, même les moins agréables, indépendamment des calendriers électoraux. Et cela tout en transparence.

En d'autres termes, il faut assurer une « bonne gouvernance ».

Recommandations

a) *Performance macro-économique*

Comme nous l'avons déjà mentionné, le maintien de la stabilité macro-économique est indispensable au développement durable. Pour cela, il est nécessaire de contrôler le déficit budgétaire, l'inflation et l'équilibre extérieur.

Étant donné que l'aggravation du déséquilibre budgétaire résulte de l'augmentation des dépenses, il faudrait promouvoir leur réduction (notamment des dépenses courantes, pour sacrifier le moins possible les dépenses de capital).

Les économies les plus significatives dans les dépenses courantes pourront être obtenues sur les dépenses relatives au personnel, une rigoureuse politique salariale étant donc indispensable.

Il est primordial de procéder à la modernisation et décentralisation de l'administration publique, de façon à assurer la qualité des services ainsi que des gains de productivité.

Concernant les recettes, il est important de créer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et augmenter les impôts sur la consommation des boissons alcoolisées et du tabac et l'importation des biens de luxe.

b) Agriculture

Les îles du Cap Vert sont d'origine volcanique, accidentées et peu propices à l'agriculture. En plus de la croissance de la population et des nécessités alimentaires, la *désertification* s'y installe progressivement, ayant comme conséquence la perte des terres irrigables.

La nature des sols et l'absence de couverture végétale détermine l'incapacité des sols à retenir l'eau.

Il est donc important de continuer à promouvoir la « *forestation* », dans le but de protéger les sols et conserver les eaux des pluies, de produire du bois de chauffage et cultiver les pâturages et, en même temps, de développer des systèmes nouveaux de captation d'eau et d'irrigation.

Cependant, la pression démographique et l'augmentation consécutive de la nécessité du bois de chauffage ne s'accordent pas avec le développement des forêts et la conservation des pâturages.

D'un autre côté, les habitudes alimentaires des populations conduisent à la consommation des produits exigeant des cultures qui ne s'adaptent pas aux caractéristiques des sols.

L'utilisation rationnelle de l'eau d'irrigation est un autre facteur important de garantie de la production. Il faudrait généraliser les systèmes d'irrigation permettant d'économiser l'eau (système goutte à goutte ou d'arrosage localisé).

Finalement, en termes de production, et en plus des cultures alimentaires, il faudrait miser sur la banane et le café, de très bonne qualité (île de Fogo), et susceptibles d'être exportés.

c) Éducation

Comme nous l'avons déjà mentionné, le Cap Vert possède une main d'œuvre jeune et relativement bien qualifiée. Elle reste cependant insuffisante face aux défis auxquels le pays est confronté.

L'éducation et la formation professionnelle ont des répercussions décisives dans la croissance économique, étant donné leur influence sur la productivité, sur la mobilité de l'emploi, sur une meilleure performance entrepreneuriale et sur l'innovation technologique.

Étant donné que le Cap Vert a surtout besoin des cadres techniques, il faudrait promouvoir la formation technique et professionnelle, génératrice d'aptitudes (plus techniques, plus spécialisées), qui résultent dans une meilleure intégration dans le marché du travail et dans des niveaux plus élevés de productivité.

L'enseignement supérieur, défini comme l'un des objectifs des Grandes Options du Plan (GOP) pour 2001-05, ne semble pas une nécessité à court terme. En effet, il serait difficile d'établir une institution d'enseignement supérieur, étant donné les

ressources humaines et financières requises, et ce dans un pays où manquent les ressources au fonctionnement des niveaux de base du système éducatif.

Il existe, en plus, d'autres facteurs qui conditionnent la création de l'enseignement supérieur, et qui doivent être pris en compte : la dispersion géographique (demandant des gros efforts d'aide à une grande partie de la population étudiante disloquée des autres îles) ; petite dimension et faible demande de cadres supérieurs de la part du marché de travail.

Il serait plus adéquat à court terme de promouvoir la création des cours du type polytechnique (sur trois ans).

Cependant, il serait nécessaire de résoudre d'abord la question du financement. Une des solutions serait de discuter avec les pays donateurs l'hypothèse d'utiliser leurs contributions destinées à couvrir les coûts des bourses d'étude pour des formations suivies à l'étranger, par le financement des formations dans le pays.

Les cours devraient donc être adaptés aux nécessités du marché limité de travail. Par exemple, il serait logique, étant donné l'importance des transports dans l'économie capverdienne, de créer un cours moyen/supérieur sur l'économie des transports. Ce projet à concrétiser pourrait impliquer aussi l'Angola, la Guinée Bissau, le Mozambique, Sao Tomé-et-Principe et Timor.

d) Santé

Concernant la santé, il est important de remarquer qu'il existe au Cap Vert des médecins spécialisés, surtout dans le domaine de la chirurgie. Cela résulte de l'intention d'éviter que les citoyens qui doivent subir des interventions chirurgicales complexes ne se fassent opérer dans des hôpitaux à l'étranger, ce qui résulterait dans la fuite des devises.

Deux problèmes se posent, cependant. D'un côté, la nécessité d'assurer la formation et la spécialisation à l'étranger, et assurer, d'un autre côté, des conditions suffisamment attirantes (de travail, de progression professionnelle, financières, etc.) pour encourager le retour au pays.

Il est connu que les cadres spécialisés, de haut niveau, ont tendance à chercher du travail dans des pays de haute technologie et offrant des salaires élevés. Il s'agit de la soi disante « fuite des cerveaux », qui a des répercussions négatives sur les pays d'origine, surtout sur les pays africains.

Il a été aussi vérifié que quand le pays crée des conditions et des incitations adéquates à leur intégration, le nombre de cadres qu'y retournent tend à augmenter (prenons la Corée, à titre d'exemple paradigmatique, qui offre aux cadres spécialisés et aux enseignants formés à l'étranger des salaires équivalents à ceux des pays d'accueil, ainsi que de meilleures conditions de travail et de logement et des subventions pour la formation de leurs enfants).

Un nombre significatif de cadres spécialisés capverdiens réside et travaille à l'étranger. Nous pouvons citer à titre d'exemple le cas de Macao. En 1999, l'année du transfert de l'administration de ce territoire portugais à la Chine, la diaspora

capverdienne était constituée d'environ 100 émigrants — la majorité possédant une formation supérieure, plusieurs d'entre eux étant des médecins hautement expérimentés et qualifiés — occupant des postes de direction dans des hôpitaux de Macao.

Le Cap Vert, à l'exemple de la Corée, devrait créer des conditions visant à assurer le retour au pays et l'intégration d'une partie de ces médecins et, en même temps, promouvoir la formation à l'étranger d'autres médecins.

Nous pouvons encore remarquer dans le domaine du personnel médical (médecins et infirmières) que, même en étant l'un des pays africains présentant les meilleurs indicateurs sur la population et la santé, il faudrait que le Cap Vert donne la priorité aux spécialisations pouvant servir dans le combat des principales causes de mortalité du pays, à savoir, les maladies infectieuses et parasitaires ainsi que les affections respiratoires.

L'une des possibilités à envisager serait la création des cliniques spécialisées dans le traitement des maladies respiratoires, caractéristiques des zones désertiques. Ces cliniques, aptes à donner des soins de haute qualité, et pouvant fonctionner aussi bien au niveau national qu'international (les villes de Praia et Sal, où se situent les deux aéroports internationaux, serviraient au mieux à ce propos), pourraient aussi exporter des services spécialisés de santé aux pays de l'Europe, en Amérique du Nord et surtout aux pays de l'Afrique de l'Ouest. On pourrait alors promouvoir l'établissement des accords de coopération scientifique avec des institutions hospitalières étrangères (par exemple, les unités hospitalières d'avant garde situées au Colorado, aux États-Unis).

Ces projets requièrent un investissement moyen et sont rentables, générateurs d'emploi et de prestige pour le Cap Vert. Il est important de remarquer aussi que cette assistance médicale dans le pays éviterait le déplacement des résidents à l'étranger, résultant donc dans l'économie des coûts de transport et de l'hébergement à l'étranger.

e) *Tourisme*

Le tourisme est actuellement l'un des secteurs d'importance stratégique, étant donné les conditions naturelles exceptionnelles du pays.

Cependant, pour qu'il devienne une destination touristique internationale, le Cap Vert devra surmonter quelques facteurs restrictifs. Pour ce faire, il serait nécessaire d'investir dans les secteurs suivants :

- les infrastructures touristiques, afin d'augmenter l'offre et améliorer la qualité des services;
- l'offre et la qualité de l'animation touristique (initiatives culturelles, terrains de tennis, marinas, etc.);
- services de santé et d'assistance médicale aux touristes, ainsi que les moyens nécessaires au rapatriement d'urgence, en cas de nécessité;
- infrastructures urbaines, des services d'assainissement de base, et de la production, transport et distribution d'eau et d'électricité;

- infrastructures concernant le transport aérien (national et international), maritime (de passagers inter-îles) et routier.

Un autre facteur restrictif important est le prix élevé des voyages aériens entre l'Europe et le Cap Vert ; une fois surmontées les restrictions actuelles touchant les transports aériens, le Cap Vert pourra recevoir plus de visiteurs.

Pour ce faire, il serait important de libéraliser l'utilisation de l'espace aérien entre le Portugal et le Cap Vert, cette route étant actuellement un monopole des compagnies aériennes TAP (portugaise) et TACV (capverdienne). Cette possibilité n'est pas envisageable à court terme, parce que la TACV est en processus de privatisation, et investit beaucoup dans des routes et avions nouveaux.

Une telle libéralisation permettrait la réalisation des vols charter, à des prix unitaires de transport plus bas. L'Italie, par exemple, qui réalise des vols charter, a réussi en 2000 à surpasser le Portugal par rapport au nombre de touristes.

Il faudrait continuer de promouvoir le climat dynamique du secteur, pour que l'économie intérieure puisse bénéficier de ses effets positifs ; de développer les effets multiplicateurs des dépenses touristiques ; et d'assurer le respect de l'environnement naturel, culturel et humain (eco-tourisme).

Il est très important de promouvoir le développement du tourisme intérieur concernant la population résidente et la création d'attractions touristiques pour les capverdiens émigrés. Il faut également promouvoir le développement du marché de l'artisanat.

Cependant, afin d'éviter que le Cap Vert devienne dépendant du tourisme, il faudrait diversifier la production et l'offre des produits et services.

f) Secteur privé

Le tissu entrepreneurial est composé d'environ 7 000 moyennes, petites et micro-entreprises d'initiative nationale, la grande majorité ayant un personnel rémunéré au nombre réduit (moins de 10 travailleurs), mais que génèrent quand même des effets positifs sur la création d'emplois.

Le secteur informel, vu son importance et dimension (environ 40 pour cent de la population active travaille dans les micro-entreprises du secteur), a un rôle prépondérant, puisqu'il absorbe une partie significative de la main-d'œuvre excédante et offre des rendements supplémentaires à ses promoteurs (dans le cas du Cap Vert, un nombre significatif des ces promoteurs sont des fonctionnaires publiques, ce qui *pourrait* résulter dans l'apparition/augmentation de la corruption).

Il y a des facteurs restrictifs concernant le fonctionnement du secteur informel au Cap Vert, constitués principalement de la dimension réduite du marché intérieur ainsi que des structures insuffisantes de transport et de communication inter-îles, le manque (parfois même l'absence) des matières premières, les politiques d'importation défavorables et, finalement, l'accès difficile au crédit.

Cependant, avec des incitations et un soutien adéquats, l'activité informelle peut être l'embryon des entreprises et des entrepreneurs d'un secteur structuré. Dans ce sens, les symptômes positifs suivants sont à retenir : à la fin 1997, 63 pour cent des propriétaires des micro-entreprises du secteur informel considéraient que l'affaire marchait bien ou passablement, et 65 pour cent considéraient l'hypothèse d'agrandir l'affaire et suivre des formations professionnelles (Enquête sur le secteur informel, Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle [IEFP, 1997]).

Étant donné ces caractéristiques, le manque de ressources et la petite dimension du marché interne, il semble adapté de promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises avec des productions destinées au marché extérieur.

Pour ce faire, il faudrait d'un côté, à l'exemple du Taipei chinois, que le gouvernement offre d'importantes incitations, et de l'autre, que les membres de la diaspora puissent fournir des capitaux et faciliter, en plus, les relations commerciales entre le Cap Vert et les pays d'accueil.

Concernant les privatisations, le secteur privé capverdien ne possède pas de ressources financières suffisantes pour y jouer un rôle prépondérant. Cependant nous pouvons constater la matérialisation de plusieurs initiatives réussies, grâce aux partenariats avec les investisseurs originaires de la diaspora et étrangers.

Il faudra promouvoir et appuyer l'investissement provenant de la diaspora, utilisé dans la création de partenariats « public-privé » et « privé-privé », ceux-ci constitués des investisseurs nationaux résidants et expatriés.

Le secteur privé national devrait être soutenu (soutien financier, formation professionnelle, accès à l'information et au marché) afin qu'il puisse créer des entreprises stables (et des emplois), géographiquement décentralisées de façon à combattre les asymétries entre les îles, avec une bonne productivité (ce qui est difficile, vu sa petite dimension) et des mécanismes de gestion transparents.

L'investissement extérieur devait être encouragé, orienté et dirigé vers les domaines de moyenne/haute technologie, ayant une haute productivité et, aussi vers les industries de production destinées à l'exportation, ce qui engendrerait des répercussions positives sur le combat contre le déficit commercial (en Irlande, l'investissement centré sur des activités de haute productivité et destinées à l'exportation a provoqué une augmentation de l'excédant commercial, passant de 7 pour cent du PIB en 1991 à 25 pour cent en 2000).

Un autre exemple d'investissement à encourager est le secteur de montage et finition des produits électroniques et informatiques et, postérieurement, la création des logiciels.

Finalement il faut souligner ici qu'une bonne gouvernance devait être assurée tant dans l'administration publique que dans les entreprises.

g) Rôle de la diaspora

Il a eu lieu du 3 au 6 avril 2002, dans la ville de Praia, le « III Congrès des Cadres Capverdiens dans le Diaspora », ayant comme sous-thème « les deuxièmes générations de la diaspora capverdienne ».

Cette opportunité a servi à confirmer l'importance de la diaspora capverdienne, éparpillée par l'Amérique, l'Europe et l'Afrique, et surtout l'importance de son grand potentiel et capacité d'intervention dans la vie économique, sociale et politique du Cap Vert (soit par les transferts de l'étranger, soit comme des investisseurs potentiels).

Il est primordial d'attirer l'investissement des émigrants, étant donné que l'expérience récente au Cap Vert montre que l'esprit d'initiative, la solide culture entrepreneuriale ainsi que les ressources technologiques et financières des émigrants résultent dans la réussite des entreprises créées.

Il faudrait encourager donc la création des partenariats « publics-privés » concernant des projets d'une plus grande envergure (infrastructures, grandes entreprises d'exportation, hôtels de luxe, etc.), ainsi que la création des partenariats « privés-privés », constitués par des investisseurs nationaux (résidents et expatriés) et étrangers, et concernant la création de nouvelles entreprises dans des secteurs du tourisme, des technologies nouvelles, du montage de l'équipement électronique, des activités maritimes et le commerce.

h) Bonne gouvernance et secteur privé

Le Centre du Développement de l'OCDE a réalisé plusieurs travaux et un ensemble de conférences internationales avec l'objectif de mettre en évidence la relation entre bonne gouvernance et entreprises privées, particulièrement en ce qui concerne la corruption. Il est clair, d'après ces études et ces conférences, que le secteur privé joue un rôle décisif dans le soutien de la bonne gouvernance et dans la lutte contre la corruption.

D'ailleurs, une étude réalisée conjointement avec la PNUD (1998), a révélé la nécessité d'une large coalition de base entre la société civile et le monde entrepreneurial à faveur de la bonne gouvernance. La conférence sur la corruption, organisée par le Centre du Développement (Conférence de Washington sur la Corruption, 2000), a choisi la phrase « la corruption est mauvaise pour les affaires et les affaires sont mauvaises pour la corruption ». Un autre travail du Centre, réalisé par Shang-Jin Wei (Wei, 2000), montre que l'absence d'une bonne gouvernance détermine l'instabilité dans les flux des capitaux et une réduction proportionnelle de la croissance apportée par les investissements directs étrangers (IDE). Finalement, un autre travail du Centre (Bonaglia *et al.*, 2001) met en évidence la relation positive entre participation dans l'économie globale (globalisation) et bonne gouvernance.

Une fois établie la relation entre bonne gouvernance et secteur entrepreneurial privé, le cas du Cap Vert assume une importance particulière. Comme nous l'avons déjà vu, le Cap Vert possède des caractéristiques uniques. Le secteur privé est réduit et la majorité des entreprises présente une petite dimension (micro et petites entreprises).

Cependant, les niveaux de corruption du pays sont bas, comparés aux modèles internationaux, et très bas, comparés à ceux du continent africain. Cependant, il serait erroné de supposer que cette constatation désoblige les pays, il faudrait pouvoir promouvoir le secteur privé, tout en renforçant la bonne gouvernance.

L'objectif de cette étude est d'examiner les alternatives et les conditions pour que le Cap Vert puisse, à long terme, réduire la pauvreté et consolider la croissance et le développement économique, sans dépendre de l'aide externe. Cet objectif consiste à créer des conditions pour attirer l'IDE, stimuler l'épargne et l'investissement interne ainsi que promouvoir l'augmentation des recettes publiques sans avoir recours à des sources extérieures.

Il faudra réorienter l'économie vers le secteur privé dans le contexte d'un respect permanent des lois et des règlements. Il faudra promouvoir, simultanément, la création d'un cadre législatif adéquat et réglementer l'encadrement du secteur privé. Ces actions devraient être entreprises conjointement, afin d'éviter des contradictions entre la croissance des initiatives privées et leur contrôle, afin d'assurer une plus grande efficacité.

Éviter l'augmentation de la corruption, comme nous l'avons déjà vu, dépend de la dimension, de la dynamique et de l'indépendance du secteur privé, ce qui est intimement lié à l'environnement économique et à la capacité d'attraction des flux financiers de façon sûre et durable. Pour que le Cap Vert puisse atteindre l'objectif de non-dépendance de l'aide extérieure, la mise en œuvre des mesures suggérées sera indispensable.

Le pays présente cependant des avantages, tant par sa petite dimension, que par l'homogénéité de sa culture. Des réformes sur la réglementation ont été introduites dans d'autres pays en voie de développement avec des résultats divers. Elles ont été généralement appliquées dans des climats de crise et ont été imposées du haut vers le bas, la plupart du temps par la mise en œuvre des programmes d'ajustement imposés par l'étranger. Les recherches réalisées par le Centre du Développement montrent que ces conditions ne sont pas optimales pour assurer le succès des réformes (Morrisson, 1992). Au contraire, les ajustements volontaires et les réformes dans un climat d'entente au niveau nationale sont non seulement viables, mais présentent un impact plus fort sur la réduction de la pauvreté et de l'inégalité sociale.

Lors du Séminaire et pendant la période des recherches pour la réalisation de ce document, le niveau élevé du consensus social au Cap Vert fut mentionné avec insistance. Notre recherche montre cependant très clairement que ce consensus ne fut pas suffisamment mobilisateur pour promouvoir le développement des mesures économiques nécessaires.

Il est suggéré qu'un partenariat entre les secteurs public et privé soit créé afin d'attirer plus d'investissement étranger ; la même stratégie devrait être appliquée dans le domaine de la réforme de la réglementation de façon à créer un climat propice et stimulant au développement du secteur privé.

Cette stratégie pourra assumer la forme des Commissions intégrant des représentants élus de l'administration publique et des entreprises privées, et ayant

comme objectif la concertation des positions sur les propositions législatives et les instruments de réglementation avant l'élaboration des lois, assurant de cette façon une plus grande acceptation préliminaire. Ce système aurait encore l'avantage supplémentaire de « capter » la confiance des investisseurs étrangers ; quelques uns appartenant inévitablement à la communauté des émigrants capverdiens (plus de 500.000).

Il est évident que les questions sur l'intégrité de la vie publique comprennent les responsabilités des représentants élus et des fonctionnaires publiques possédant des compétences d'ordre normative législative. De cette façon, toutes les réformes économiques visant à améliorer la qualité de vie des investisseurs privés devront être mises en application dans un climat de respect par la loi, y compris de de la part de État. Dans ce contexte, les dirigeants du Cap Vert doivent être conscients de la tentation d'utiliser les ressources publiques à des fins politiques à court terme (par exemple, dans une période électorale).

Les réformes seules sont insuffisantes si elles ne s'accompagnent pas des mécanismes adéquats de fiscalisation, ainsi que d'un sens de responsabilité civique répandu dans tous les niveaux de la société. Ce principe, simple en théorie mais présentant une complexité certaine quant à sa concrétisation, a déjà été démontré dans un des travaux du Centre de Développement (Hors, 2001).

L'établissement d'un « cahier des charges » (benchmarking) sur certaines questions pourrait aider à mesurer le succès de l'effort visant à améliorer la gouvernance, sans oublier que le maintien de la transparence et d'une société démocratique dans laquelle le secteur privé assume effectivement son rôle, est le facteur essentiel à une bonne gouvernance.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSOCIAÇÃO INDUSTRIAL PORTUGUESA (1998), *Guia de oportunidades para as empresas portuguesas em Cabo Verde*, Ed. AIP, Lisboa.
- BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (2001), « Renforcement de la bonne gouvernance en Afrique », *Rapport sur le Développement en Afrique 2001*, Ed. Economica, Paris.
- BANCO DE PORTUGAL (2001), “Evolução das economias dos PALOP”, Departamento de Relações Internacionais do Banco de Portugal, Lisboa.
- BONAGLIA, F., J. BRAGA DE MACEDO and M. BUSSOLO (2001), *How Globalisation Improves Governance*, Technical Paper No. 181, OECD Development Centre, Paris.
- BOURDET, Y. (2000), *Reforming the Cape Verdean Economy : The economics of Mudança*, Department of Economics at the University of Lund, Lund, Sweden.
- BRAGA DE MACEDO, J., D. COHEN and H. REISEN (2001), *Don't Fix, Don't Float*, Development Centre Studies, OECD, Paris.
- CENTRO DE PROMOÇÃO TURÍSTICA, DO INVESTIMENTO E DAS EXPORTAÇÕES DE CABO VERDE (1998), *Perspectiva "o destino competitivo para o seu investimento"*, Ed. PROMEX, Praia.
- CENTRO DE PROMOÇÃO TURÍSTICA, DO INVESTIMENTO E DAS EXPORTAÇÕES DE CABO VERDE (1999), *Perspectiva “privatizações”*, Ed. Promex, Praia.
- CNUCED (2000), *Les pays les moins avancés, Rapport 2000*, New York et Genève.
- CNUCED (2000), « Profil de vulnérabilité du Cap Vert », mimeo, Genève.
- COFACE (2001), *Guide Risque Pays 2001*, Dunod, Paris.
- FOY, C. (1988), *Cape Verde : Politics, Economics and Society*, Printer Publishers, London and New York.
- HORS, I. (2001), *Fighting Corruption in Customs Administration: What Can We Learn from Recent Experience?*, Technical Paper No. 175, OECD Development Centre, Paris.
- IEFP (1997), *Inquérito ao Sector Informal*, Instituto de Emprego e Formação Profissional, Praia.
- IEFP (2002), *Estudo sobre a situação das micro-empresas*, Instituto de Emprego e Formação Profissional, Praia.
- INE (1997), “Primeiro Recenseamento Empresarial”, Instituto Nacional de Estatística, Praia.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND (2001), “Cape Verde: recent economic developments”, *IMF Staff Country Reports* No. 01/174, Washington, D.C.
- LESOURD, M. (1995), *État et société aux îles du Cap-Vert*, Karthala, Paris.
- MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO ECONÓMICA (1999), “Economics Reform Program, Round Table Conference with the Development Partners”, MCE, Praia.

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E DO PLANEAMENTO (2001), "As grandes Opções do Plano : Uma proposta para o futuro", MFP, Praia.

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS (1998), "Boletim de Conjuntura", MF, Praia.

MORRISSON, C. (1992), *Adjustment and Equity*, Policy Brief No. 1, OECD Development Centre, Paris.

NORRO, M. (1998), *Économies africaines : Analyse économique de l'Afrique subsaharienne*, De Boeck Université, Paris et Bruxelles.

OCDE (2001), *Études économiques de l'OCDE : Irlande*, Paris.

OECD Development Centre (2000), "Washington Conference on Corruption: Fighting Corruption in Developing Countries and Emerging Economies, the Role of the Private Sector, Final Report", Washington.

PNUD (1998), *Coopération au développement : Cap Vert, Rapport 1997*, Praia.

UNDP (2000), *Corruption and Integrity Improvement Initiatives in Developing Countries*, UNDP and OECD Development Centre, New York and Paris.

WEI, S.-J. (2000), *Negative Alchemy? Corruption and the Composition of Capital Flows*, Technical Paper No. 165, OECD Development Centre, Paris.

AUTRES TITRES DANS LA SÉRIE/ OTHER TITLES IN THE SERIES

Les anciennes séries « Documents techniques » et « Webdocs » ont été fusionnées en Novembre 2003 pour constituer cette nouvelle collection : « Documents de travail du Centre de Développement ».

Les anciens Webdocs No. 1-17 suivent désormais les Documents techniques No. 1-212 et sont donc devenus les Documents de travail No. 213-229.

Tous ces documents peuvent être téléchargés à partir de :

<http://www.oecd.org/dev/papers> ou obtenus via le mél (cendev.contact@oecd.org)

Working Paper No.1, *Macroeconomic Adjustment and Income Distribution: A Macro-Micro Simulation Model*, by François Bourguignon, William H. Branson and Jaime de Melo, March 1989.

Working Paper No. 2, *International Interactions in Food and Agricultural Policies: The Effect of Alternative Policies*, by Joachim Zietz and Alberto Valdés, April, 1989.

Working Paper No. 3, *The Impact of Budget Retrenchment on Income Distribution in Indonesia: A Social Accounting Matrix Application*, by Steven Keuning and Erik Thorbecke, June 1989.

Working Paper No. 3a, *Statistical Annex: The Impact of Budget Retrenchment*, June 1989.

Document de travail No. 4, *Le Rééquilibrage entre le secteur public et le secteur privé : le cas du Mexique*, par C.-A. Michalet, juin 1989.

Working Paper No. 5, *Rebalancing the Public and Private Sectors: The Case of Malaysia*, by R. Leeds, July 1989.

Working Paper No. 6, *Efficiency, Welfare Effects, and Political Feasibility of Alternative Antipoverty and Adjustment Programs*, by Alain de Janvry and Elisabeth Sadoulet, January 1990.

Document de travail No. 7, *Ajustement et distribution des revenus : application d'un modèle macro-micro au Maroc*, par Christian Morisson, avec la collaboration de Sylvie Lambert et Akiko Suwa, décembre 1989.

Working Paper No. 8, *Emerging Maize Biotechnologies and their Potential Impact*, by W. Burt Sundquist, October 1989.

Document de travail No. 9, *Analyse des variables socio-culturelles et de l'ajustement en Côte d'Ivoire*, par W. Weekes-Vagliani, janvier 1990.

Working Paper No. 10, *A Financial Computable General Equilibrium Model for the Analysis of Ecuador's Stabilization Programs*, by André Fargeix and Elisabeth Sadoulet, February 1990.

Working Paper No. 11, *Macroeconomic Aspects, Foreign Flows and Domestic Savings Performance in Developing Countries: A "State of The Art" Report*, by Anand Chandavarkar, February 1990.

Working Paper No. 12, *Tax Revenue Implications of the Real Exchange Rate: Econometric Evidence from Korea and Mexico*, by Virginia Fierro and Helmut Reisen, February 1990.

Working Paper No. 13, *Agricultural Growth and Economic Development: The Case of Pakistan*, by Naved Hamid and Wouter Tims, April 1990.

Working Paper No. 14, *Rebalancing the Public and Private Sectors in Developing Countries: The Case of Ghana*, by H. Akuoko-Frimpong, June 1990.

Working Paper No. 15, *Agriculture and the Economic Cycle: An Economic and Econometric Analysis with Special Reference to Brazil*, by Florence Contré and Ian Goldin, June 1990.

Working Paper No. 16, *Comparative Advantage: Theory and Application to Developing Country Agriculture*, by Ian Goldin, June 1990.

Working Paper No. 17, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Brazil*, by Bernardo Sorj and John Wilkinson, June 1990.

Working Paper No. 18, *Economic Policies and Sectoral Growth: Argentina 1913-1984*, by Yair Mundlak, Domingo Cavallo, Roberto Domenech, June 1990.

Working Paper No. 19, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize In Mexico*, by Jaime A. Matus Gardea, Arturo Puente Gonzalez and Cristina Lopez Peralta, June 1990.

Working Paper No. 20, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Thailand*, by Suthad Setboonsarng, July 1990.

Working Paper No. 21, *International Comparisons of Efficiency in Agricultural Production*, by Guillermo Flichmann, July 1990.

- Working Paper No. 22, *Unemployment in Developing Countries: New Light on an Old Problem*, by David Turnham and Denizhan Eröcal, July 1990.
- Working Paper No. 23, *Optimal Currency Composition of Foreign Debt: the Case of Five Developing Countries*, by Pier Giorgio Gawronski, August 1990.
- Working Paper No. 24, *From Globalization to Regionalization: the Mexican Case*, by Wilson Peres Núñez, August 1990.
- Working Paper No. 25, *Electronics and Development in Venezuela: A User-Oriented Strategy and its Policy Implications*, by Carlota Perez, October 1990.
- Working Paper No. 26, *The Legal Protection of Software: Implications for Latecomer Strategies in Newly Industrialising Economies (NIEs) and Middle-Income Economies (MIEs)*, by Carlos Maria Correa, October 1990.
- Working Paper No. 27, *Specialization, Technical Change and Competitiveness in the Brazilian Electronics Industry*, by Claudio R. Frischtak, October 1990.
- Working Paper No. 28, *Internationalization Strategies of Japanese Electronics Companies: Implications for Asian Newly Industrializing Economies (NIEs)*, by Bundo Yamada, October 1990.
- Working Paper No. 29, *The Status and an Evaluation of the Electronics Industry in Taiwan*, by Gee San, October 1990.
- Working Paper No. 30, *The Indian Electronics Industry: Current Status, Perspectives and Policy Options*, by Ghayur Alam, October 1990.
- Working Paper No. 31, *Comparative Advantage in Agriculture in Ghana*, by James Pickett and E. Shaeeldin, October 1990.
- Working Paper No. 32, *Debt Overhang, Liquidity Constraints and Adjustment Incentives*, by Bert Hofman and Helmut Reisen, October 1990.
- Working Paper No. 34, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Indonesia*, by Hidjat Nataatmadja *et al.*, January 1991.
- Working Paper No. 35, *Changing Comparative Advantage in Thai Agriculture*, by Ammar Siamwalla, Suthad Setboonsarng and Prasong Werakarnjanapongs, March 1991.
- Working Paper No. 36, *Capital Flows and the External Financing of Turkey's Imports*, by Ziya Önis and Süleyman Özmucur, July 1991.
- Working Paper No. 37, *The External Financing of Indonesia's Imports*, by Glenn P. Jenkins and Henry B.F. Lim, July 1991.
- Working Paper No. 38, *Long-term Capital Reflow under Macroeconomic Stabilization in Latin America*, by Beatriz Armendariz de Aghion, April 1991.
- Working Paper No. 39, *Buybacks of LDC Debt and the Scope for Forgiveness*, by Beatriz Armendariz de Aghion, April 1991.
- Working Paper No. 40, *Measuring and Modelling Non-Tariff Distortions with Special Reference to Trade in Agricultural Commodities*, by Peter J. Lloyd, July 1991.
- Working Paper No. 41, *The Changing Nature of IMF Conditionality*, by Jacques J. Polak, August 1991.
- Working Paper No. 42, *Time-Varying Estimates on the Openness of the Capital Account in Korea and Taiwan*, by Helmut Reisen and Hélène Yèches, August 1991.
- Working Paper No. 43, *Toward a Concept of Development Agreements*, by F. Gerard Adams, August 1991.
- Document de travail No. 44, *Le Partage du fardeau entre les créanciers de pays débiteurs défallants*, par Jean-Claude Berthélemy et Ann Vourc'h, septembre 1991.
- Working Paper No. 45, *The External Financing of Thailand's Imports*, by Supote Chunanunthathum, October 1991.
- Working Paper No. 46, *The External Financing of Brazilian Imports*, by Enrico Colombatto, with Elisa Luciano, Luca Gargiulo, Pietro Garibaldi and Giuseppe Russo, October 1991.
- Working Paper No. 47, *Scenarios for the World Trading System and their Implications for Developing Countries*, by Robert Z. Lawrence, November 1991.
- Working Paper No. 48, *Trade Policies in a Global Context: Technical Specifications of the Rural/Urban-North/South (RUNS) Applied General Equilibrium Model*, by Jean-Marc Burniaux and Dominique van der Mensbrugghe, November 1991.
- Working Paper No. 49, *Macro-Micro Linkages: Structural Adjustment and Fertilizer Policy in Sub-Saharan Africa*, by Jean-Marc Fontaine with the collaboration of Alice Sindzingre, December 1991.
- Working Paper No. 50, *Aggregation by Industry in General Equilibrium Models with International Trade*, by Peter J. Lloyd, December 1991.
- Working Paper No. 51, *Policy and Entrepreneurial Responses to the Montreal Protocol: Some Evidence from the Dynamic Asian Economies*, by David C. O'Connor, December 1991.
- Working Paper No. 52, *On the Pricing of LDC Debt: an Analysis Based on Historical Evidence from Latin America*, by Beatriz Armendariz de Aghion, February 1992.
- Working Paper No. 53, *Economic Regionalisation and Intra-Industry Trade: Pacific-Asian Perspectives*, by Kiichiro Fukasaku, February 1992.
- Working Paper No. 54, *Debt Conversions in Yugoslavia*, by Mojmir Mrak, February 1992.
- Working Paper No. 55, *Evaluation of Nigeria's Debt-Relief Experience (1985-1990)*, by N.E. Ogbe, March 1992.
- Document de travail No. 56, *L'Expérience de l'allègement de la dette du Mali*, par Jean-Claude Berthélemy, février 1992.
- Working Paper No. 57, *Conflict or Indifference: US Multinationals in a World of Regional Trading Blocs*, by Louis T. Wells, Jr., March 1992.
- Working Paper No. 58, *Japan's Rapidly Emerging Strategy Toward Asia*, by Edward J. Lincoln, April 1992.
- Working Paper No. 59, *The Political Economy of Stabilization Programmes in Developing Countries*, by Bruno S. Frey and Reiner Eichenberger, April 1992.
- Working Paper No. 60, *Some Implications of Europe 1992 for Developing Countries*, by Sheila Page, April 1992.
- Working Paper No. 61, *Taiwanese Corporations in Globalisation and Regionalisation*, by Gee San, April 1992.
- Working Paper No. 62, *Lessons from the Family Planning Experience for Community-Based Environmental Education*, by Winifred Weekes-Vagliani, April 1992.
- Working Paper No. 63, *Mexican Agriculture in the Free Trade Agreement: Transition Problems in Economic Reform*, by Santiago Levy and Sweder van Wijnbergen, May 1992.
- Working Paper No. 64, *Offensive and Defensive Responses by European Multinationals to a World of Trade Blocs*, by John M. Stopford, May 1992.
- Working Paper No. 65, *Economic Integration in the Pacific Region*, by Richard Drobnick, May 1992.

- Working Paper No. 66, *Latin America in a Changing Global Environment*, by Winston Fritsch, May 1992.
- Working Paper No. 67, *An Assessment of the Brady Plan Agreements*, by Jean-Claude Berthélemy and Robert Lensink, May 1992.
- Working Paper No. 68, *The Impact of Economic Reform on the Performance of the Seed Sector in Eastern and Southern Africa*, by Elizabeth Cromwell, June 1992.
- Working Paper No. 69, *Impact of Structural Adjustment and Adoption of Technology on Competitiveness of Major Cocoa Producing Countries*, by Emily M. Bloomfield and R. Antony Lass, June 1992.
- Working Paper No. 70, *Structural Adjustment and Moroccan Agriculture: an Assessment of the Reforms in the Sugar and Cereal Sectors*, by Jonathan Kydd and Sophie Thoyer, June 1992.
- Document de travail No. 71, *L'Allègement de la dette au Club de Paris : les évolutions récentes en perspective*, par Ann Vourc'h, juin 1992.
- Working Paper No. 72, *Biotechnology and the Changing Public/Private Sector Balance: Developments in Rice and Cocoa*, by Carliene Brenner, July 1992.
- Working Paper No. 73, *Namibian Agriculture: Policies and Prospects*, by Walter Elkan, Peter Amutenya, Jochbeth Andima, Robin Sherbourne and Eline van der Linden, July 1992.
- Working Paper No. 74, *Agriculture and the Policy Environment: Zambia and Zimbabwe*, by Doris J. Jansen and Andrew Rukovo, July 1992.
- Working Paper No. 75, *Agricultural Productivity and Economic Policies: Concepts and Measurements*, by Yair Mundlak, August 1992.
- Working Paper No. 76, *Structural Adjustment and the Institutional Dimensions of Agricultural Research and Development in Brazil: Soybeans, Wheat and Sugar Cane*, by John Wilkinson and Bernardo Sorj, August 1992.
- Working Paper No. 77, *The Impact of Laws and Regulations on Micro and Small Enterprises in Niger and Swaziland*, by Isabelle Joumard, Carl Liedholm and Donald Mead, September 1992.
- Working Paper No. 78, *Co-Financing Transactions between Multilateral Institutions and International Banks*, by Michel Bouchet and Amit Ghose, October 1992.
- Document de travail No. 79, *Allègement de la dette et croissance : le cas mexicain*, par Jean-Claude Berthélemy et Ann Vourc'h, octobre 1992.
- Document de travail No. 80, *Le Secteur informel en Tunisie : cadre réglementaire et pratique courante*, par Abderrahman Ben Zakour et Farouk Kria, novembre 1992.
- Working Paper No. 81, *Small-Scale Industries and Institutional Framework in Thailand*, by Naruemol Bunjongjit and Xavier Oudin, November 1992.
- Working Paper No. 81a, *Statistical Annex: Small-Scale Industries and Institutional Framework in Thailand*, by Naruemol Bunjongjit and Xavier Oudin, November 1992.
- Document de travail No. 82, *L'Expérience de l'allègement de la dette du Niger*, par Ann Vourc'h et Maina Boukar Moussa, novembre 1992.
- Working Paper No. 83, *Stabilization and Structural Adjustment in Indonesia: an Intertemporal General Equilibrium Analysis*, by David Roland-Holst, November 1992.
- Working Paper No. 84, *Striving for International Competitiveness: Lessons from Electronics for Developing Countries*, by Jan Maarten de Vet, March 1993.
- Document de travail No. 85, *Micro-entreprises et cadre institutionnel en Algérie*, par Hocine Benissad, mars 1993.
- Working Paper No. 86, *Informal Sector and Regulations in Ecuador and Jamaica*, by Emilio Klein and Victor E. Tokman, August 1993.
- Working Paper No. 87, *Alternative Explanations of the Trade-Output Correlation in the East Asian Economies*, by Colin I. Bradford Jr. and Naomi Chakwin, August 1993.
- Document de travail No. 88, *La Faisabilité politique de l'ajustement dans les pays africains*, par Christian Morrisson, Jean-Dominique Lafay et Sébastien Dessus, novembre 1993.
- Working Paper No. 89, *China as a Leading Pacific Economy*, by Kiichiro Fukasaku and Mingyuan Wu, November 1993.
- Working Paper No. 90, *A Detailed Input-Output Table for Morocco, 1990*, by Maurizio Bussolo and David Roland-Holst, November 1993.
- Working Paper No. 91, *International Trade and the Transfer of Environmental Costs and Benefits*, by Hiro Lee and David Roland-Holst, December 1993.
- Working Paper No. 92, *Economic Instruments in Environmental Policy: Lessons from the OECD Experience and their Relevance to Developing Economies*, by Jean-Philippe Barde, January 1994.
- Working Paper No. 93, *What Can Developing Countries Learn from OECD Labour Market Programmes and Policies?*, by Åsa Sohlman with David Turnham, January 1994.
- Working Paper No. 94, *Trade Liberalization and Employment Linkages in the Pacific Basin*, by Hiro Lee and David Roland-Holst, February 1994.
- Working Paper No. 95, *Participatory Development and Gender: Articulating Concepts and Cases*, by Winifred Weekes-Vagliani, February 1994.
- Document de travail No. 96, *Promouvoir la maîtrise locale et régionale du développement : une démarche participative à Madagascar*, par Philippe de Rham et Bernard Lecomte, juin 1994.
- Working Paper No. 97, *The OECD Green Model: an Updated Overview*, by Hiro Lee, Joaquim Oliveira-Martins and Dominique van der Mensbrugghe, August 1994.
- Working Paper No. 98, *Pension Funds, Capital Controls and Macroeconomic Stability*, by Helmut Reisen and John Williamson, August 1994.
- Working Paper No. 99, *Trade and Pollution Linkages: Piecemeal Reform and Optimal Intervention*, by John Beghin, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugghe, October 1994.
- Working Paper No. 100, *International Initiatives in Biotechnology for Developing Country Agriculture: Promises and Problems*, by Carliene Brenner and John Komen, October 1994.
- Working Paper No. 101, *Input-based Pollution Estimates for Environmental Assessment in Developing Countries*, by Sébastien Dessus, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugghe, October 1994.
- Working Paper No. 102, *Transitional Problems from Reform to Growth: Safety Nets and Financial Efficiency in the Adjusting Egyptian Economy*, by Mahmoud Abdel-Fadil, December 1994.
- Working Paper No. 103, *Biotechnology and Sustainable Agriculture: Lessons from India*, by Ghayur Alam, December 1994.

- Working Paper No. 104, *Crop Biotechnology and Sustainability: a Case Study of Colombia*, by Luis R. Sanint, January 1995.
- Working Paper No. 105, *Biotechnology and Sustainable Agriculture: the Case of Mexico*, by José Luis Solleiro Rebolledo, January 1995.
- Working Paper No. 106, *Empirical Specifications for a General Equilibrium Analysis of Labor Market Policies and Adjustments*, by Andréa Maechler and David Roland-Holst, May 1995.
- Document de travail No. 107, *Les Migrants, partenaires de la coopération internationale : le cas des Maliens de France*, par Christophe Daum, juillet 1995.
- Document de travail No. 108, *Ouverture et croissance industrielle en Chine : étude empirique sur un échantillon de villes*, par Sylvie Démurger, septembre 1995.
- Working Paper No. 109, *Biotechnology and Sustainable Crop Production in Zimbabwe*, by John J. Woodend, December 1995.
- Document de travail No. 110, *Politiques de l'environnement et libéralisation des échanges au Costa Rica : une vue d'ensemble*, par Sébastien Dessus et Maurizio Bussolo, février 1996.
- Working Paper No. 111, *Grow Now/Clean Later, or the Pursuit of Sustainable Development?*, by David O'Connor, March 1996.
- Working Paper No. 112, *Economic Transition and Trade-Policy Reform: Lessons from China*, by Kiichiro Fukasaku and Henri-Bernard Solignac Lecomte, July 1996.
- Working Paper No. 113, *Chinese Outward Investment in Hong Kong: Trends, Prospects and Policy Implications*, by Yun-Wing Sung, July 1996.
- Working Paper No. 114, *Vertical Intra-industry Trade between China and OECD Countries*, by Lisbeth Hellvin, July 1996.
- Document de travail No. 115, *Le Rôle du capital public dans la croissance des pays en développement au cours des années 80*, par Sébastien Dessus et Rémy Herrera, juillet 1996.
- Working Paper No. 116, *General Equilibrium Modelling of Trade and the Environment*, by John Beghin, Sébastien Dessus, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugge, September 1996.
- Working Paper No. 117, *Labour Market Aspects of State Enterprise Reform in Viet Nam*, by David O'Connor, September 1996.
- Document de travail No. 118, *Croissance et compétitivité de l'industrie manufacturière au Sénégal*, par Thierry Latreille et Aristomène Varoudakis, octobre 1996.
- Working Paper No. 119, *Evidence on Trade and Wages in the Developing World*, by Donald J. Robbins, December 1996.
- Working Paper No. 120, *Liberalising Foreign Investments by Pension Funds: Positive and Normative Aspects*, by Helmut Reisen, January 1997.
- Document de travail No. 121, *Capital Humain, ouverture extérieure et croissance : estimation sur données de panel d'un modèle à coefficients variables*, par Jean-Claude Berthélemy, Sébastien Dessus et Aristomène Varoudakis, janvier 1997.
- Working Paper No. 122, *Corruption: The Issues*, by Andrew W. Goudie and David Stasavage, January 1997.
- Working Paper No. 123, *Outflows of Capital from China*, by David Wall, March 1997.
- Working Paper No. 124, *Emerging Market Risk and Sovereign Credit Ratings*, by Guillermo Larraín, Helmut Reisen and Julia von Maltzan, April 1997.
- Working Paper No. 125, *Urban Credit Co-operatives in China*, by Eric Girardin and Xie Ping, August 1997.
- Working Paper No. 126, *Fiscal Alternatives of Moving from Unfunded to Funded Pensions*, by Robert Holzmann, August 1997.
- Working Paper No. 127, *Trade Strategies for the Southern Mediterranean*, by Peter A. Petri, December 1997.
- Working Paper No. 128, *The Case of Missing Foreign Investment in the Southern Mediterranean*, by Peter A. Petri, December 1997.
- Working Paper No. 129, *Economic Reform in Egypt in a Changing Global Economy*, by Joseph Licari, December 1997.
- Working Paper No. 130, *Do Funded Pensions Contribute to Higher Aggregate Savings? A Cross-Country Analysis*, by Jeanine Bailliu and Helmut Reisen, December 1997.
- Working Paper No. 131, *Long-run Growth Trends and Convergence Across Indian States*, by Rayaprolu Nagaraj, Aristomène Varoudakis and Marie-Ange Véganzonès, January 1998.
- Working Paper No. 132, *Sustainable and Excessive Current Account Deficits*, by Helmut Reisen, February 1998.
- Working Paper No. 133, *Intellectual Property Rights and Technology Transfer in Developing Country Agriculture: Rhetoric and Reality*, by Carlene Brenner, March 1998.
- Working Paper No. 134, *Exchange-rate Management and Manufactured Exports in Sub-Saharan Africa*, by Khalid Sekkat and Aristomène Varoudakis, March 1998.
- Working Paper No. 135, *Trade Integration with Europe, Export Diversification and Economic Growth in Egypt*, by Sébastien Dessus and Akiko Suwa-Eisenmann, June 1998.
- Working Paper No. 136, *Domestic Causes of Currency Crises: Policy Lessons for Crisis Avoidance*, by Helmut Reisen, June 1998.
- Working Paper No. 137, *A Simulation Model of Global Pension Investment*, by Landis MacKellar and Helmut Reisen, August 1998.
- Working Paper No. 138, *Determinants of Customs Fraud and Corruption: Evidence from Two African Countries*, by David Stasavage and Cécile Daubrée, August 1998.
- Working Paper No. 139, *State Infrastructure and Productive Performance in Indian Manufacturing*, by Arup Mitra, Aristomène Varoudakis and Marie-Ange Véganzonès, August 1998.
- Working Paper No. 140, *Rural Industrial Development in Viet Nam and China: A Study in Contrasts*, by David O'Connor, September 1998.
- Working Paper No. 141, *Labour Market Aspects of State Enterprise Reform in China*, by Fan Gang, Maria Rosa Lunati and David O'Connor, October 1998.
- Working Paper No. 142, *Fighting Extreme Poverty in Brazil: The Influence of Citizens' Action on Government Policies*, by Fernanda Lopes de Carvalho, November 1998.
- Working Paper No. 143, *How Bad Governance Impedes Poverty Alleviation in Bangladesh*, by Rehman Sobhan, November 1998.
- Document de travail No. 144, *La libéralisation de l'agriculture tunisienne et l'Union européenne : une vue prospective*, par Mohamed Abdelbasset Chemingui et Sébastien Dessus, février 1999.
- Working Paper No. 145, *Economic Policy Reform and Growth Prospects in Emerging African Economies*, by Patrick Guillaumont, Sylviane Guillaumont Jeanneney and Aristomène Varoudakis, March 1999.
- Working Paper No. 146, *Structural Policies for International Competitiveness in Manufacturing: The Case of Cameroon*, by Ludvig Söderling, March 1999.

- Working Paper No. 147, *China's Unfinished Open-Economy Reforms: Liberalisation of Services*, by Kiichiro Fukasaku, Yu Ma and Qiumei Yang, April 1999.
- Working Paper No. 148, *Boom and Bust and Sovereign Ratings*, by Helmut Reisen and Julia von Maltzan, June 1999.
- Working Paper No. 149, *Economic Opening and the Demand for Skills in Developing Countries: A Review of Theory and Evidence*, by David O'Connor and Maria Rosa Lunati, June 1999.
- Working Paper No. 150, *The Role of Capital Accumulation, Adjustment and Structural Change for Economic Take-off: Empirical Evidence from African Growth Episodes*, by Jean-Claude Berthélemy and Ludvig Söderling, July 1999.
- Working Paper No. 151, *Gender, Human Capital and Growth: Evidence from Six Latin American Countries*, by Donald J. Robbins, September 1999.
- Working Paper No. 152, *The Politics and Economics of Transition to an Open Market Economy in Viet Nam*, by James Riedel and William S. Turley, September 1999.
- Working Paper No. 153, *The Economics and Politics of Transition to an Open Market Economy: China*, by Wing Thye Woo, October 1999.
- Working Paper No. 154, *Infrastructure Development and Regulatory Reform in Sub-Saharan Africa: The Case of Air Transport*, by Andrea E. Goldstein, October 1999.
- Working Paper No. 155, *The Economics and Politics of Transition to an Open Market Economy: India*, by Ashok V. Desai, October 1999.
- Working Paper No. 156, *Climate Policy Without Tears: CGE-Based Ancillary Benefits Estimates for Chile*, by Sébastien Dessus and David O'Connor, November 1999.
- Document de travail No. 157, *Dépenses d'éducation, qualité de l'éducation et pauvreté : l'exemple de cinq pays d'Afrique francophone*, par Katharina Michaelowa, avril 2000.
- Document de travail No. 158, *Une estimation de la pauvreté en Afrique subsaharienne d'après les données anthropométriques*, par Christian Morisson, Hélène Guilmeau et Charles Linskens, mai 2000.
- Working Paper No. 159, *Converging European Transitions*, by Jorge Braga de Macedo, July 2000.
- Working Paper No. 160, *Capital Flows and Growth in Developing Countries: Recent Empirical Evidence*, by Marcelo Soto, July 2000.
- Working Paper No. 161, *Global Capital Flows and the Environment in the 21st Century*, by David O'Connor, July 2000.
- Working Paper No. 162, *Financial Crises and International Architecture: A "Eurocentric" Perspective*, by Jorge Braga de Macedo, August 2000.
- Document de travail No. 163, *Résoudre le problème de la dette : de l'initiative PPTE à Cologne*, par Anne Joseph, août 2000.
- Working Paper No. 164, *E-Commerce for Development: Prospects and Policy Issues*, by Andrea Goldstein and David O'Connor, September 2000.
- Working Paper No. 165, *Negative Alchemy? Corruption and Composition of Capital Flows*, by Shang-Jin Wei, October 2000.
- Working Paper No. 166, *The HIPC Initiative: True and False Promises*, by Daniel Cohen, October 2000.
- Document de travail No. 167, *Les facteurs explicatifs de la malnutrition en Afrique subsaharienne*, par Christian Morisson et Charles Linskens, octobre 2000.
- Working Paper No. 168, *Human Capital and Growth: A Synthesis Report*, by Christopher A. Pissarides, November 2000.
- Working Paper No. 169, *Obstacles to Expanding Intra-African Trade*, by Roberto Longo and Khalid Sekkat, March 2001.
- Working Paper No. 170, *Regional Integration In West Africa*, by Ernest Aryeetey, March 2001.
- Working Paper No. 171, *Regional Integration Experience in the Eastern African Region*, by Andrea Goldstein and Njuguna S. Ndung'u, March 2001.
- Working Paper No. 172, *Integration and Co-operation in Southern Africa*, by Carolyn Jenkins, March 2001.
- Working Paper No. 173, *FDI in Sub-Saharan Africa*, by Ludger Odenthal, March 2001
- Document de travail No. 174, *La réforme des télécommunications en Afrique subsaharienne*, par Patrick Plane, mars 2001.
- Working Paper No. 175, *Fighting Corruption in Customs Administration: What Can We Learn from Recent Experiences?*, by Irène Hors; April 2001.
- Working Paper No. 176, *Globalisation and Transformation: Illusions and Reality*, by Grzegorz W. Kolodko, May 2001.
- Working Paper No. 177, *External Solvency, Dollarisation and Investment Grade: Towards a Virtuous Circle?*, by Martin Grandes, June 2001.
- Document de travail No. 178, *Congo 1965-1999: Les espoirs déçus du « Brésil africain »*, par Joseph Maton avec Henri-Bernard Solignac Lecomte, septembre 2001.
- Working Paper No. 179, *Growth and Human Capital: Good Data, Good Results*, by Daniel Cohen and Marcelo Soto, September 2001.
- Working Paper No. 180, *Corporate Governance and National Development*, by Charles P. Oman, October 2001.
- Working Paper No. 181, *How Globalisation Improves Governance*, by Federico Bonaglia, Jorge Braga de Macedo and Maurizio Bussolo, November 2001.
- Working Paper No. 182, *Clearing the Air in India: The Economics of Climate Policy with Ancillary Benefits*, by Maurizio Bussolo and David O'Connor, November 2001.
- Working Paper No. 183, *Globalisation, Poverty and Inequality in sub-Saharan Africa: A Political Economy Appraisal*, by Yvonne M. Tsikata, December 2001.
- Working Paper No. 184, *Distribution and Growth in Latin America in an Era of Structural Reform: The Impact of Globalisation*, by Samuel A. Morley, December 2001.
- Working Paper No. 185, *Globalisation, Liberalisation, Poverty and Income Inequality in Southeast Asia*, by K.S. Jomo, December 2001.
- Working Paper No. 186, *Globalisation, Growth and Income Inequality: The African Experience*, by Steve Kayizzi-Mugerwa, December 2001.
- Working Paper No. 187, *The Social Impact of Globalisation in Southeast Asia*, by Mari Pangestu, December 2001.
- Working Paper No. 188, *Where Does Inequality Come From? Ideas and Implications for Latin America*, by James A. Robinson, December 2001.
- Working Paper No. 189, *Policies and Institutions for E-Commerce Readiness: What Can Developing Countries Learn from OECD Experience?*, by Paulo Bastos Tigre and David O'Connor, April 2002.
- Document de travail No. 190, *La réforme du secteur financier en Afrique*, par Anne Joseph, juillet 2002.

- Working Paper No. 191, *Virtuous Circles? Human Capital Formation, Economic Development and the Multinational Enterprise*, by Ethan B. Kapstein, August 2002.
- Working Paper No. 192, *Skill Upgrading in Developing Countries: Has Inward Foreign Direct Investment Played a Role?*, by Matthew J. Slaughter, August 2002.
- Working Paper No. 193, *Government Policies for Inward Foreign Direct Investment in Developing Countries: Implications for Human Capital Formation and Income Inequality*, by Dirk Willem te Velde, August 2002.
- Working Paper No. 194, *Foreign Direct Investment and Intellectual Capital Formation in Southeast Asia*, by Bryan K. Ritchie, August 2002.
- Working Paper No. 195, *FDI and Human Capital: A Research Agenda*, by Magnus Blomström and Ari Kokko, August 2002.
- Working Paper No. 196, *Knowledge Diffusion from Multinational Enterprises: The Role of Domestic and Foreign Knowledge-Enhancing Activities*, by Yasuyuki Todo and Koji Miyamoto, August 2002.
- Working Paper No. 197, *Why Are Some Countries So Poor? Another Look at the Evidence and a Message of Hope*, by Daniel Cohen and Marcelo Soto, October 2002.
- Working Paper No. 198, *Choice of an Exchange-Rate Arrangement, Institutional Setting and Inflation: Empirical Evidence from Latin America*, by Andreas Freytag, October 2002.
- Working Paper No. 199, *Will Basel II Affect International Capital Flows to Emerging Markets?*, by Beatrice Weder and Michael Wedow, October 2002.
- Working Paper No. 200, *Convergence and Divergence of Sovereign Bond Spreads: Lessons from Latin America*, by Martin Grandes, October 2002.
- Working Paper No. 201, *Prospects for Emerging-Market Flows amid Investor Concerns about Corporate Governance*, by Helmut Reisen, November 2002.
- Working Paper No. 202, *Rediscovering Education in Growth Regressions*, by Marcelo Soto, November 2002.
- Working Paper No. 203, *Incentive Bidding for Mobile Investment: Economic Consequences and Potential Responses*, by Andrew Charlton, January 2003.
- Working Paper No. 204, *Health Insurance for the Poor? Determinants of participation Community-Based Health Insurance Schemes in Rural Senegal*, by Johannes Jütting, January 2003.
- Working Paper No. 205, *China's Software Industry and its Implications for India*, by Ted Tschang, February 2003.
- Working Paper No. 206, *Agricultural and Human Health Impacts of Climate Policy in China: A General Equilibrium Analysis with Special Reference to Guangdong*, by David O'Connor, Fan Zhai, Kristin Aunan, Terje Berntsen and Haakon Vennemo, March 2003.
- Working Paper No. 207, *India's Information Technology Sector: What Contribution to Broader Economic Development?*, by Nirvikar Singh, March 2003.
- Working Paper No. 208, *Public Procurement: Lessons from Kenya, Tanzania and Uganda*, by Walter Odhiambo and Paul Kamau, March 2003.
- Working Paper No. 209, *Export Diversification in Low-Income Countries: An International Challenge after Doha*, by Federico Bonaglia and Kiichiro Fukasaku, June 2003.
- Working Paper No. 210, *Institutions and Development: A Critical Review*, by Johannes Jütting, July 2003.
- Working Paper No. 211, *Human Capital Formation and Foreign Direct Investment in Developing Countries*, by Koji Miyamoto, July 2003.
- Working Paper No. 212, *Central Asia since 1991: The Experience of the New Independent States*, by Richard Pomfret, July 2003.
- Working Paper No. 213, *A Multi-Region Social Accounting Matrix (1995) and Regional Environmental General Equilibrium Model for India (REGEMI)*, by Maurizio Bussolo, Mohamed Chemingui and David O'Connor, November 2003.
- Working Paper No. 214, *Ratings Since the Asian Crisis*, by Helmut Reisen, November 2003.
- Working Paper No. 215, *Development Redux: Reflections for a New Paradigm*, by Jorge Braga de Macedo, November 2003.
- Working Paper No. 216, *The Political Economy of Regulatory Reform: Telecoms in the Southern Mediterranean*, by Andrea Goldstein, November 2003.
- Working Paper No. 217, *The Impact of Education on Fertility and Child Mortality: Do Fathers Really Matter Less than Mothers?*, by Lucia Breierova and Esther Duflo, November 2003.
- Working Paper No. 218, *Float in Order to Fix? Lessons from Emerging Markets for EU Accession Countries*, by Jorge Braga de Macedo and Helmut Reisen, November 2003.
- Working Paper No. 219, *Globalisation in Developing Countries: The Role of Transaction Costs in Explaining Economic Performance in India*, by Maurizio Bussolo and John Whalley, November 2003.
- Working Paper No. 220, *Poverty Reduction Strategies in a Budget-Constrained Economy: The Case of Ghana*, by Maurizio Bussolo and Jeffery I. Round, November 2003.
- Working Paper No. 221, *Public-Private Partnerships in Development: Three Applications in Timor Leste*, by José Braz, November 2003.
- Working Paper No. 222, *Public Opinion Research, Global Education and Development Co-operation Reform: In Search of a Virtuous Circle*, by Ida McDonnell, Henri-Bernard Solignac Lecomte and Liam Wegimont, November 2003.
- Working Paper No. 223, *Building Capacity to Trade: What Are the Priorities?*, by Henry-Bernard Solignac Lecomte, November 2003.
- Working Paper No. 224, *Of Flying Geeks and O-Rings: Locating Software and IT Services in India's Economic Development*, by David O'Connor, November 2003.